

RAPPORT ANNUEL



2022

Contacts

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

GRET BURKINA FASO

Bureau de représentation à Ouagadougou
Tél. +226 25 36 10 65
burkina@gret.org

GRET CAMBODGE

Bureau de représentation à Phnom Penh
Tél. +855 23 220 259
cambodia@gret.org

GRET CONGO / RDC

Bureau de représentation à Brazzaville
Tél. +242 226 127 858 / +242 057 189 976
congo@gret.org

GRET GUINÉE

Bureau de représentation à Conakry
Tél. +224 626 26 00 03
guinee@gret.org

GRET HAÏTI

Bureau de représentation à Port-au-Prince
Tél. +509 29 40 25 44
haiti@gret.org

GRET LAOS

Bureau de représentation à Vientiane
Tél. +856 21 45 41 98
laos@gret.org

GRET MADAGASCAR

Bureau de représentation à Antananarivo
Tél. +261 32 07 008 08
madagascar@gret.org

GRET MALI

Bureau de représentation à Bamako
Tél. +223 20 29 17 43
mali@gret.org

GRET MAURITANIE

Bureau de représentation à Nouakchott
Tél. +222 45 25 84 96
mauritanie@gret.org

GRET MYANMAR

Bureau de représentation à Yangon
Tél. +95 (1) 8667 286 / +95 (9) 882 774 675
myanmar@gret.org

GRET NIGER

Bureau de représentation à Niamey
Tél. +227 96 14 18 38
niger@gret.org

GRET SÉNÉGAL

Bureau de représentation à Dakar
Tél. +221 33 849 35 97
senegal@gret.org

GRET TOGO

Bureau de représentation à Lomé
Tél. +228 90 70 61 89
togo@gret.org

GRET VIETNAM

Bureau de représentation à Hanoï
Tél. +84 38 46 44 91
vietnam@gret.org

EN FRANCE

GRET

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. +33 (0)1 70 91 92 00
gret@gret.org

Coordination : Karine Appy (Gret) / **Relecture** : Claire Labat (Gret)

Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Imprimé sur papier recyclé par ISIPRINT, juillet 2023.

Photos : © Gret (sauf mention spéciale).

Photos de couverture : Guinée © Gret, Vietnam © Gret.



SOMMAIRE

- [2](#) Éditorial
- [3](#) Présentation
- [4](#) Panorama
- [6](#) Faits marquants
- [10](#) Grand angle
- [12](#) 10 ans après
- [14](#) Changement d'échelle
- [16](#) Paru aux Éditions du Gret

19 NOS THÉMATIQUES

- [20](#) Des ressources naturelles gérées collectivement
- [22](#) Un accès universel à des services essentiels
- [24](#) Des villes résilientes et citoyennes
- [26](#) Un emploi décent pour toutes et tous
- [28](#) Une alimentation saine et des soins de qualité
- [30](#) Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- [32](#) Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- [34](#) Thématiques transversales

37 NOTRE ORGANISATION

- [38](#) Une gouvernance décentralisée
 - [39](#) Une équipe internationale et soudée
 - [40](#) Notre budget
 - [42](#) Différentes façons de soutenir le Gret
-
- [46](#) Liste des productions 2022
 - [51](#) Liste des sigles



2022 fut une année de grands accomplissements au Gret.

Malgré l'actualité climatique pressante et l'aggravation des risques géopolitiques, les équipes du Gret se sont démultipliées sur tous les terrains pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable, au travers de 176 projets dans 27 pays.

Avec des moyens plus importants pour agir, le Gret est pleinement engagé dans les transitions qu'exigent ses partenaires face aux défis posés par le changement climatique, le besoin d'emplois et de revenus stables, la lutte contre les inégalités, l'accès aux services et à une meilleure qualité de vie.

En 2022, la « stratégie climat » du Gret a été validée : c'est une étape collective très importante. Sa mise en œuvre permettra de fortes inflexions opérationnelles et rendra le Gret plus exemplaire. L'impact du changement climatique conditionne la stabilité des sociétés humaines et menace la pérennité des ressources naturelles et de la biodiversité, sur lesquelles repose la vie. Il faut donc promouvoir une coopération et des partenariats qui s'attachent à des méthodes d'intervention innovantes et qui proposent des solutions efficaces. Le Gret s'y emploie activement avec des compétences renouvelées, convaincu que sa pratique basée sur l'expérimentation, l'écoute du terrain, la responsabilisation des acteurs et l'analyse, peut faire la différence. C'est en particulier le cas dans l'approche qu'il a développée autour des *communs*, qui lui permet – avec l'ensemble des acteurs concernés – de travailler sur la gestion durable des ressources d'un territoire.

Le Gret est également engagé dans des projets de plus grande taille, où les risques sont multipliés. Cela concerne à la fois la conduite de programmes multi-acteurs et multi-pays, et l'animation de réseaux internationaux d'expertise où les équipes du Gret font valoir leur expérience. La construction de partenariats à tous les niveaux, favorisant la coalition d'acteurs, est un objectif permanent. Ils garantissent



en effet de plus grands impacts, l'appropriation locale et les effets de levier nécessaires.

En 2022, le Gret et Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) ont signé un accord d'Alliance en vue de valoriser les compétences des deux institutions pour un développement coordonné et accru, dans une optique de partage des moyens et des risques. Cette dernière décision laisse entrevoir des perspectives importantes pour agir durablement, innover dans de nouveaux secteurs, et ouvre dès à présent des possibilités concrètes sur plusieurs géographies.

Le Gret cherche aussi à nouer des partenariats financiers de long terme. Il s'agit là d'un impératif pour pérenniser ses équipes, développer leurs compétences et leur capacité à innover, mais aussi pour augmenter son impact. Une stratégie d'appel aux grands dons a ainsi été initiée, et il est désormais possible de transmettre une partie de son patrimoine au Fonds d'appui du Gret, sous la forme d'un legs, d'une donation ou d'une assurance-vie.

Des liens approfondis se nouent et nourrissent le travail des équipes ; ils permettent de renforcer les capacités des jeunes générations et la grande communauté des partenaires du Gret au Sud. Aider à construire cet environnement pour que le Gret prenne toute sa place et valorise ses compétences et son engagement à l'international est une responsabilité que son Conseil d'administration prend pleinement à cœur.

Ce riche rapport d'activités détaille les nombreuses facettes du Gret et met en avant son actualité. Diversification géographique, production intellectuelle ciblée, dynamique de la stratégie RSE et des engagements pour l'égalité femme-homme... Les acquis montrent une belle dynamique permise par l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices du Gret dans les pays et au siège, ainsi que tous ceux qui accompagnent le Gret et que je remercie pour leur engagement.

Henry de Cazotte, Président du Gret



LE GRET EST UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DONT LA MISSION EST D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES ET DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE, TOUT EN PRÉSERVANT L'ENVIRONNEMENT.



Créé en 1976, le Gret est désormais **présent dans plus d'une vingtaine de pays**, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ses actions, issues d'implantations longues et durables dans ses pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et sur la création de **liens durables avec un vaste réseau de partenaires** représentant les sociétés civiles, les autorités publiques, les acteurs économiques locaux et le monde de la recherche.

En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à **faire évoluer les politiques et pratiques de développement**.



© Bart Verweij - MRLG

LES ACTIONS DU GRET VISENT À :



RENDRE LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCOSYSTÈMES PLUS **RÉSILIENTS** FACE AUX CHOCS CLIMATIQUES, SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES



LUTTER POUR LA DIGNITÉ DE TOUTES ET TOUS, À TRAVERS PLUS DE **JUSTICE SOCIALE**



ENCOURAGER CHACUN-E À PASSER À L'**ACTION** POUR FAÇONNER UN MONDE PLUS **SOLIDAIRE**

LES SPÉCIFICITÉS DU GRET

L'action du Gret s'inscrit dans **une stratégie partenariale** construite sur la durée, qui passe par le renforcement d'acteurs des territoires et l'animation de collectifs et de réseaux aux niveaux local, national et international. Il contribue également à la gouvernance de structures partenaires, et notamment : Coordination SUD, le Groupe initiatives, la Coalition Eau, le CFSI, le Ciedel, Cerise, Cicle, la Cité du développement durable.

Véritable **laboratoire de développement**, le Gret innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action. Ses projets de recherche appliquée lui permettent de tester des solutions à l'échelle locale, pour les adapter ensuite à plus grande échelle.

Le Gret **renforce le tissu économique local** pour répondre aux besoins essentiels des populations. À ce titre, il est sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire qu'il a contribué à créer, à l'image de Nutri'zaza qui lutte contre la malnutrition à Madagascar.

Acteur de la transition écologique, le Gret se mobilise face à l'accélération du changement climatique et s'engage pour la préservation de la biodiversité. Sur les terrains, ses actions allient protection de l'environnement et lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, il prône **l'égalité de genre et la participation démocratique**. ■

→ TOUTE L'INFORMATION SUR LE GRET : gret.org

27
PAYS D'INTERVENTION

DONT

15
PAYS DE REPRÉSENTATION

Burkina Faso, Cambodge, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam

- Pays d'intervention
- Pays de représentation



789 SALARIÉ·E·S



BUDGET DE
48 millions d'euros



282 INTERVENTIONS EN 2022

- 176 projets de terrain
- 94 études et expertises
- 12 activités d'animation et de formation



DES ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC :

- + de 150 partenaires opérationnels
- + de 120 partenaires financiers



37 NOUVELLES RÉFÉRENCES

(ouvrages, rapports d'expertise, documents techniques, etc.)



48 ÉVÉNEMENTS

(colloques, ateliers, etc.)



38 FORMATIONS ACADÉMIQUES

NOS THÉMATIQUES

- Ressources naturelles
- Services essentiels locaux
- Villes et habitats
- Insertion et emploi



- Nutrition et santé
- Systèmes alimentaires
- Gouvernance foncière
- Économie et finance inclusives



2022 : FAITS MARQUANTS

270 nouveaux projets, études et expertises en 2022

Le programme « Communs et gouvernances partagées » entre dans une nouvelle phase

En 2019, le Gret engageait une réflexion sur l'adoption d'une approche par les *communs*. C'est dans ce contexte que le programme de recherche-action Communs et gouvernances partagées, financé par l'Agence française de développement, a vu le jour. Il a permis au Gret et à ses partenaires locaux de promouvoir et d'expérimenter des modes de gouvernance inspirés des communs autour de territoires, de ressources naturelles ou de services essentiels, avec une hypothèse : le partage de la prise de décision entre l'ensemble des personnes concernées est le plus à même de préserver ces « biens communs » dans le temps long et d'en garantir un accès juste et équitable.

En 2022, la deuxième phase visant à partager et mettre en débat des apprentissages, s'est étendue à de nouvelles géographies (Vietnam et Guinée forestière) et de nouvelles thématiques (les marchés à Port-au-Prince, « One Health » en Guinée). Plus que des projets strictement délimités dans la durée, il s'agit de « situations d'action » qui s'inscrivent dans un temps long.

“ Les travaux de recherche sur les communs sont foisonnants. Rares sont en revanche les programmes qui associent des actions transformatrices sur le terrain à une démarche scientifique qui enrichit le cadre analytique des communs. Les réflexions telles que celles menées par le Gret sont aujourd'hui indispensables pour accompagner concrètement les communs sur les territoires et leur permettre de prendre pleinement leur place dans la fabrique et la mise en œuvre des politiques publiques.

Stéphanie LEYRONAS, chargée de recherche à l'Agence française de développement



Évaluer les effets de l'agroécologie au Burkina Faso

Dans la zone sahélienne, au Burkina Faso, les sols sont pauvres, mal protégés par une végétation clairsemée et ont tendance à s'éroder sous l'effet des pluies de mousson. La pression démographique, la diminution du temps de jachère, le surpâturage et les effets du changement climatique ont conduit, au fil du temps, à une dégradation critique des sols.

Face à une agriculture en crise, et pour résoudre les problèmes de dégradation du milieu écologique sahélien, l'ONG Terre Verte promeut et soutient depuis 1989 le développement de périmètres bocagers.

Le Gret a été mandaté en 2019 pour réaliser un rapport d'évaluation des effets socio-économiques et des conditions de développement des pratiques et des systèmes agroécologiques à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur des périmètres bocagers des villages de Guiè et de Douré (région du Plateau-Central). Ce rapport, publié en novembre 2022, a été suivi d'une capitalisation. Il doit notamment contribuer à la mise en place de politiques publiques adaptées pour un changement d'échelle de l'agroécologie. Il a été réalisé dans le cadre du projet Bocage sahélien en partage, mis en œuvre à travers le Programme Agroécologie de la Cedeao.

↑ Enquête dans le cadre du concours *Ruralies* au Burkina Faso.

7 nouveaux ouvrages en 2022

dont *Se nourrir en ville au Sahel*

Que faire face au fardeau de la malnutrition qui touche les zones urbaines sahéliennes ? *Se nourrir en ville au Sahel* est une étude qualitative sur les pratiques d'alimentation des femmes et jeunes enfants conduite à Ouagadougou, Niamey et Bamako.

Cet ouvrage partage les résultats de travaux conduits par le Gret, Hystra et leurs partenaires, dans le cadre du projet Meriem. Tout en prenant en compte le contexte de crise socio-politique et sécuritaire au Sahel, ce projet appuie les entreprises locales dans le développement et la commercialisation de produits fortifiés destinés aux femmes en âge de procréer et aux enfants en bas âge, groupes les plus exposés aux problèmes de malnutrition.

Ce travail a ouvert des pistes pour développer des produits locaux adaptés et attractifs, les positionner sur le marché et construire une communication appropriée.



- ← Membre d'une association partenaire travaillant dans une pépinière à Sérédou, Guinée forestière.
- ↓ Vendeuse de sandwichs à l'alloco dans une école primaire à Bamako au Mali.



Nouvelles géographies

Redéploiement des activités du Gret en Amérique latine

Présent en Amérique latine depuis la fin des années 1980 de façon discontinue, le Gret s'est doté d'une nouvelle stratégie pour y redéployer ses activités. Elle repose sur le développement d'un portefeuille d'activités et sur la redynamisation des relations partenariales. Une première expertise a ainsi été menée en Colombie pour évaluer l'impact de projets d'électrification rurale avec un focus sur le genre. Une étude a également débuté en octobre sur les espaces publics du barrio 20 à Buenos Aires, en Argentine.

Réseaux et alliances

Une alliance pour relever plus efficacement les défis majeurs du développement durable

AVSF – Agronomes et vétérinaires sans frontières et le Gret ont validé pendant l'été 2022 la création d'une alliance. Avec ce partenariat renforcé, les deux ONG souhaitent mutualiser leurs moyens et se doter d'une capacité accrue pour relever des défis majeurs à l'échelle locale et internationale, tels que l'urgence climatique et la transition écologique, la protection de la biodiversité, les réponses aux jeunes, ou encore la montée en puissance de l'économie sociale et solidaire.

« Cette alliance a vocation à devenir un acteur majeur de la solidarité internationale, de la coopération et du développement, reconnu pour son professionnalisme, sa capacité d'innovation, ses expertises techniques, ses ancrages dans les pays partenaires et l'impact de son action. »

Henry DE CAZOTTE, président du Gret

Participer à une transition écologique juste : signature de la déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat

Après avoir adopté en avril 2022 sa propre stratégie pour le climat, le Gret a signé en septembre la déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat, portée par le Réseau environnement humanitaire. L'organisation prend ainsi l'engagement de limiter significativement son impact climatique et environnemental, en réduisant notamment de 50 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2020.

Partenariats

Un partenariat renforcé avec le gouvernement de la Principauté de Monaco

Établie depuis plus de douze ans, la coopération entre le Gouvernement de la Principauté de Monaco et le Gret a encore été renforcée. Le 12 juillet 2022, les deux acteurs ont signé un protocole d'entente pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables et lutter contre la pauvreté en Afrique et à Madagascar. Avec un objectif commun : garantir à tou-te-s l'accès aux services de base et renforcer leur résilience face aux chocs climatiques, environnementaux, sociaux et économiques.

La poursuite d'un dialogue stratégique avec l'Agence française de développement

Le 31 mars 2022, le Gret et l'Agence française de développement se sont rencontrés au siège de l'ONG, à Nogent-sur-Marne, pour une réunion de dialogue stratégique. Une occasion d'approfondir et de renforcer leur partenariat avec des objectifs partagés et une vision commune de long terme. Les échanges ont notamment tourné autour de thématiques phares du Gret : les enjeux liés aux jeunes, la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, les systèmes alimentaires et la nutrition.

Dix ans de coopération décentralisée en faveur de l'agroécologie au Cambodge

Depuis 2009, le Département des Hauts-de-Seine et la Province de Siem Reap au Cambodge collaborent pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie des plus vulnérables, en s'appuyant sur le travail du Gret et d'Agrisud International. En 2022, les liens se sont encore consolidés. Une exposition photo retraçant



- ↑ Forum mondial de l'eau à Dakar au Sénégal.
- ↔ Visite du projet Apici au Cambodge par une délégation du Département des Hauts-de-Seine.
- ↓ Éleveur de la zone du projet Trois Frontières au Burkina Faso.

les actions menées auprès des agriculteur-riche-s a été inaugurée en septembre, à l'occasion de la visite en France d'une délégation cambodgienne menée par le vice-gouverneur de la Province de Siem Reap. En novembre, une délégation du Département des Hauts-de-Seine, accompagnée des présidents des deux ONG, s'est rendue à son tour au Cambodge.

Évènements

Au Forum mondial de l'eau, le Gret partage ses positionnements et ses pratiques de terrain

Le Gret a participé à cet événement qui a réuni la communauté mondiale de l'eau à Dakar du 21 au 26 mars 2022. Lors des sessions officielles et d'événements sur son stand et ailleurs, le Gret a partagé son expertise sur les questions liées à la gestion intégrée des ressources en eau, l'assainissement ou encore l'agroécologie. Une occasion pour le Gret de nouer ou de renforcer des partenariats sur ces questions, mais aussi de favoriser la participation d'acteurs locaux – collectivités sénégalaises, acteurs privés locaux et société civile – à un événement d'envergure internationale.

Transformer les villes : participation au Forum urbain mondial

Engagé en faveur du droit à la ville depuis plus de 30 ans à travers un urbanisme citoyen et solidaire, le Gret a assisté au Forum urbain mondial qui s'est tenu à Katowice, en Pologne, du 26 au 30 juin 2022. Avec UrbaMonde et UrbaSen, partenaires du projet des Pépinières urbaines, il a organisé et participé à des événements sur la co-production des villes ou encore l'urbanisme transitoire et tactique dans le cadre de grands projets urbains.

Plaidoyer

Forum régional sur l'agroécologie en Afrique de l'Ouest : pour des modèles agricoles plus justes et plus durables

Du 10 au 13 décembre 2022, le Gret et les autres ONG membres du Groupe de travail pour les transitions agroécologiques (GTAE) ont participé au second Forum régional sur l'agroécologie, organisé par l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) en Guinée-Bissau, autour de la question « Quelle stratégie pour une mise à l'échelle de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest ? ». L'événement a réuni 176 participant-e-s : universitaires, représentant-e-s des organisations paysannes ouest-africaines, ONG, institutions internationales, représentant-e-s de la Cedeao et du gouvernement de la Guinée-Bissau.

Podcasts

Des reportages pour comprendre les racines de la crise au Burkina Faso

Avec le projet Trois Frontières au Burkina Faso, le Gret et ses partenaires soutiennent depuis 2019 le développement socio-économique et travaillent au renforcement de la cohésion sociale dans 25 communes frontalières des régions du Nord et du Sahel. Dans ce cadre, le Gret a produit une série de reportages pour mieux comprendre la crise sociale et sécuritaire qui sévit au Burkina Faso.

Réalisés par Samuel Turpin et Éric Aimé Ouedraogo, ils ont été diffusés en octobre sur RFI, dans l'émission *C'est pas du vent*, et restent disponibles en podcasts sur le site de RFI.



DES JEUNESSES ACTRICES DU MONDE DE DEMAIN

Par Camille Paquet, responsable de programme Formation et insertion des jeunes au Gret



Les jeunes sont-ils, comme certains le laissent entendre, individualistes, irresponsables, paresseux, inexpérimentés, voire dangereux pour la société ? Ou bien sont-ils au contraire sources de créativité, d'innovation, de dynamisme, d'espoir et vecteurs de changement ? Une multitude d'idées reçues circule à leur propos, souvent paradoxales. En réalité, **les jeunes ne forment pas une catégorie homogène et évoluent dans des contextes culturels, sociaux et économiques bien différents.**

LES JEUNES, DE QUI PARLE-T-ON ?

Phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte, durant laquelle l'autonomisation se traduit par un processus de socialisation au sein du groupe familial et communautaire, chaque jeunesse est singulière. **Les jeunes n'accèdent pas de façon égale et avec la même facilité aux attributs et ressources leur conférant un rôle, une place et des compétences valorisées dans leur environnement social.** La quête d'un emploi décent reste un défi majeur. Et l'accès limité aux services essentiels (éducation, santé, logement, alimentation) les rend particulièrement vulnérables. La pandémie de Covid-19 a ainsi révélé et exacerbé les défis : interruptions longues de leur formation, pertes d'emplois, détérioration de leur santé mentale, baisse du développement de leurs compétences socio-émotionnelles. Sur fond de normes sociales gérontocratiques, les jeunes n'ont souvent pas voix au chapitre. Dans leur sphère privée, ils et elles n'ont parfois même pas prise sur les décisions qui impactent leurs trajectoires de vie : orientation scolaire et professionnelle, mariage, etc. Dans la sphère publique, où ils sont peu ou pas représentés, leurs préoccupations ne sont pas prises en compte par les décideurs.

Les jeunesses sont définies par les États et les institutions selon un critère d'âge biologique. Mais celui-ci varie en fonction des pays et des institutions. Il n'existe pas de véritable consensus. L'Union africaine voit large : il s'agit de toute personne âgée de 15 à 35 ans. La France, moins : 18 à 29 ans,

selon l'Insee. Pour l'Onu, ce sont les 15-24 ans. **Il est pourtant déterminant de concevoir « la jeunesse » comme un processus de transition vers l'autonomisation et l'intégration à la société comme « adulte », de considérer son hétérogénéité et de comprendre les interactions avec d'autres rapports de pouvoir** (de genre, de classe, etc.).

POURQUOI EST-IL INDISPENSABLE DE TRAVAILLER AVEC LES JEUNES ?

Le constat démographique est clair : **la part des moins de 30 ans dans la population mondiale a atteint près de 50 % en 2023¹.** Leur poids démographique prépondérant doit cependant faire l'objet d'une analyse différenciée au niveau régional. En Amérique latine, en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, les populations de jeunes se sont stabilisées et devraient peu évoluer dans les années à venir. En Asie, après une croissance rapide et soutenue au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, leur nombre diminue depuis 2015. Ce continent devrait néanmoins continuer à en compter le plus grand nombre au monde jusqu'en 2080. L'Afrique connaît quant à elle une croissance rapide de sa population de 15-24 ans, qui devrait doubler d'ici 2050. La part des moins de 30 ans y représente 70 % de la population, soit la plus forte au monde.

Comment, dès lors, prendre davantage en compte ces jeunesses, comme au Sénégal où l'âge médian de la population est de 19 ans ? Comment travailler avec elles ? Comment les acteurs du développement, dont le Gret, font-ils évoluer leurs approches ? La question s'invite de plus en plus dans l'agenda des politiques publiques nationales et internationales. L'Onu, qui a établi un programme d'action mondial pour la jeunesse, reconnaît leur rôle incontournable dans la réalisation des objectifs de développement durable et organise chaque année le Forum mondial de la jeunesse. En Europe, le dialogue conduit avec les jeunes en 2017-2018 a contribué à l'élaboration de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse pour la

période 2019-2027. En France, l'ensemble des politiques publiques ciblées « jeunes » passe par le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse créé en 2016. L'Union africaine s'est elle aussi dotée d'une stratégie « jeunesse ». Et malgré tout, **la place donnée aux jeunes dans les processus d'élaboration, de suivi des politiques et dans les projets de développement reste souvent cantonnée à celle de bénéficiaires de l'action publique ou d'actions de développement.**

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES JEUNESSES

Convaincus de la nécessité d'inclure véritablement les jeunes au sein des projets de développement – mais aussi au sein des instances décisionnaires, ainsi que des organisations de solidarité internationale et de la société civile –, le Gret et ses partenaires expérimentent depuis 2020, au travers du programme Jade², de nouvelles modalités d'accompagnement. L'idée : renforcer le **pouvoir d'agir individuel et collectif des jeunesses** afin qu'ils et elles deviennent acteurs et actrices de leur développement et de celui de leurs territoires. Plutôt que de se baser sur le continuum classique « orientation-formation-insertion », **le Gret développe une approche intégrale, prenant en compte d'autres dimensions de l'insertion** – sociale et citoyenne, environnementale et climatique.

En Guinée, au Sénégal et en Haïti, le Gret soutient ainsi techniquement et financièrement des initiatives portées par des organisations de jeunesses ou des groupes de jeunes. Au Sénégal, il accompagne la formation d'un réseau de jeunes reporters citoyens. Les dispositifs mis en place par le Gret renforcent également le pouvoir d'agir individuel des jeunes : ils leur permettent d'accéder aux informations pertinentes pour prendre des décisions éclairées, de renforcer leurs capacités techniques et leurs *soft skills*. Le Gret s'emploie aussi à leur faire prendre conscience des conséquences du changement climatique et du rôle déterminant qu'ils peuvent jouer dans la transition écologique : c'est notamment le cas au Sénégal où des jeunes ont participé à des activités consacrées à ce thème dans des centres de formation professionnelle. L'ONG met également en place des mécanismes innovants de dialogue intergénérationnel dans les communautés, comme au Mali avec la création de comités villageois d'accompagnement des jeunes en apprentissage.

Enfin, le Gret place les jeunesses au cœur même de son organisation. *Via* des actions de sensibilisation et de formation de ses équipes, des activités de production de connaissances et la mise en place d'outils opérationnels, le sujet est devenu une thématique transversale aussi bien dans ses actions de terrain qu'au niveau institutionnel. ■



- ↑ Formation en électricité en Mauritanie.
- ↔ Apprentie en froid et climatisation au Congo.
- ↓ Sensibilisation des jeunes au métier de pré-collecte des déchets au Congo.

² Jeunesses actrices du monde de demain, programme cofinancé par l'Agence française de développement (AFD).



¹ Source : base de données de la Banque mondiale.

LES SUCCÈS D'UNE ENTREPRISE LOCALE DANS LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION AU BURKINA FASO

L'APPUI AUX PETITES ENTREPRISES LOCALES DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE EST L'UN DES LEVIERS D'ACTION UTILISÉ PAR LE GRET POUR LUTTER DURABLEMENT CONTRE LA MALNUTRITION DES NOURRISSONS ET DES JEUNES ENFANTS. DANS CERTAINS PAYS DU SAHEL ET À MADAGASCAR, CETTE DÉMARCHE A PERMIS DE DÉVELOPPER UNE LARGE OFFRE COMMERCIALE D'ALIMENTS FORTIFIÉS DE QUALITÉ, DISPONIBLES À DES PRIX ABORDABLES POUR COMPLÉTER L'ALIMENTATION DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES. CETTE APPROCHE CONTRIBUE ÉGALEMENT AU DÉVELOPPEMENT DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL.



↑ Enfant mangeant de la bouillie à base de farine fortifiée (programme Nutrifaso).

➤ Femmes préparant le repas (programme Nutrifaso).

Nous avons choisi ici de vous raconter l'histoire de l'entreprise Ecoprix Plus, basée au Burkina Faso, où la prévalence de la malnutrition chronique est de 21,6 %. Il s'agit de l'une des 43 unités de production de farine infantile fortifiée soutenues par le Gret dans le cadre du programme Nutrifaso.

Dix ans après un premier appui du Gret, elle commercialise aujourd'hui une gamme de produits nutritifs appréciés des mères et de leurs jeunes enfants.

DES JUS DE FRUITS AUX FARINES INFANTILES

Ecoprix Plus, basée à Ouagadougou, évolue dans le secteur de la transformation agro-alimentaire depuis plus de 14 ans. À ses débuts, l'entreprise ne produisait que des jus de fruits mais elle décide rapidement de se lancer dans la production de solutions alimentaires fortifiées, une façon de venir en aide aux plus vulnérables tout en se développant économiquement. L'entreprise établit alors une formule qui se révèle incomplète. Et pour cause : il manque à la composition le complexe minéral vitaminé (ou CMV) indispensable pour fortifier la farine, mais dont les ingrédients, importés, restent coûteux car fortement taxés. C'est dans ce contexte qu'en 2013 l'entreprise fait appel au Gret et crée une unité dédiée à la production de farine infantile.

« PETIT GOURMET » : UNE PREMIÈRE FORMULE FORTIFIÉE AVEC L'APPUI DU GRET

Les équipes du Gret au Burkina Faso s'emploient alors à reformuler le produit. « Non seulement le Gret a retravaillé ma formule, mais il m'a aussi permis d'acheter le complexe minéral vitaminé pour pouvoir enrichir la farine », nous confie M^{me} Baky, fondatrice et directrice de l'entreprise. En effet, le Gret a créé sa propre formule de CMV qu'il revend à des prix vraiment abordables aux entreprises de farine infantile enrichie du pays.

Le Gret effectue ensuite des tests sur les premiers échantillons qui permettent de s'assurer de la valeur nutritionnelle du produit avant sa commercialisation. C'est ainsi que la farine infantile « Petit gourmet », produite principalement à partir de matières premières disponibles sur le marché local, voit le jour.

DES FORMATIONS ET UN SOUTIEN À LA COMMERCIALISATION

L'entreprise Ecoprix Plus reçoit, par la suite, plusieurs formations du Gret. « Ces formations sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication étaient vraiment indispensables pour mon équipe », nous explique M^{me} Baky. Des formations aux techniques de commercialisation sont également dispensées par le Gret, permettant d'assurer des débouchés au produit.



Nutrifaso est un programme de nutrition mis en œuvre par le Gret et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) depuis 2005.

Son objectif est de prévenir durablement la malnutrition chez les femmes et les jeunes enfants. Il s'articule autour de deux axes : la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène d'une part, et la production et la vente locales de compléments alimentaires au lait maternel, d'autre part.

« Avec une expertise pointue, le Gret est devenu une référence au Burkina Faso en matière d'aliments de complément répondant aux standards de qualité internationaux. Il maîtrise aussi bien la formulation que l'accompagnement pour l'installation d'unités de production, le suivi qualité de la production ou encore l'aide à la promotion », souligne Adama Bayili, responsable du programme Nutrition au Gret Burkina Faso. Cette expérience, dont a bénéficié Ecoprix Plus, a également permis au Gret d'influencer les politiques publiques en matière de nutrition et d'intégrer les farines infantiles fortifiées dans des projets de sécurité alimentaire et les interventions d'urgence.

UNE GAMME DE PRODUITS DE QUALITÉ ET DES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

Ecoprix Plus compte aujourd'hui neuf salariée-s. Elle produit désormais deux farines infantiles fortifiées destinées aux enfants de six à 24 mois et un complément alimen-

taire pour les femmes en âge de procréer, préparé à base de céréales locales. Ces produits sont commercialisés dans quarante points de vente à Ouagadougou – épicerie, boutiques, pharmacies – et dans six autres villes du pays. La quantité de farine produite varie en fonction de la demande et des commandes humanitaires, mais l'entreprise a une capacité de production pouvant aller jusqu'à 40 tonnes par mois.

« Les mères nous disent que la bouillie préparée à partir de cette farine enrichie est appréciée par leurs enfants », se réjouit M^{me} Baky. Mais l'entreprise ne compte pas s'arrêter là. Elle envisage, à plus long terme, de se lancer dans la production de farine instantanée : « Notre farine est certes précuite, mais il faut encore la faire cuire dans de l'eau. La farine instantanée permet de préparer la bouillie encore plus rapidement, avec de l'eau tiède. » Un argument de vente considérable pour les mères qui travaillent et disposent de peu de temps pour la préparation des repas. ■



Informations et propos recueillis par Evodie Kanléfé Lompo, chargée de communication au Gret Burkina Faso

CRÉER DES PASSERELLES ENTRE AGRICULTURE ET NUTRITION

LE GRET TESTE DES APPROCHES À L'ÉCHELLE LOCALE OU RÉGIONALE, SUR DES TERRITOIRES PILOTES, POUR ENSUITE LES INTÉGRER DANS SES PRATIQUES D'INTERVENTION ET ENCLENCHER UN CHANGEMENT À PLUS GRANDE ÉCHELLE. C'EST LE CAS DU PROGRAMME ASANAO. FINANCÉ PAR L'AFD, SON PRINCIPAL OBJECTIF EST DE PROMOUVOIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET FAVORABLES À LA NUTRITION. D'ABORD LANCÉ DANS CINQ PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST - LE BURKINA FASO, LA GUINÉE, LA MAURITANIE, LE NIGER ET LE SÉNÉGAL -, LE PROGRAMME S'ÉTEND DÉSORMAIS AU CAMBODGE, EN HAÏTI ET À MADAGASCAR.



- ↑ Formation de points focaux nutrition en Guinée.
 - Pépinière d'un périmètre maraîcher au Sénégal.
- © Sébastien Darrasse - DCI

UNE DÉMARCHE INTÉGRÉE

Le lancement de ce programme ambitieux part de la nécessité de renforcer une approche intégrée entre l'agriculture et la nutrition. Les équipes du Gret et ses partenaires conduisent ainsi depuis plusieurs années une réflexion collective à travers des actions d'échange et de production de connaissances sur les passerelles à établir entre agriculture et nutrition.

« Nous avons constaté dans plusieurs pays que les politiques et programmes agricoles ne prenaient pas suffisamment en compte les enjeux alimentaires et nutritionnels des populations et, qu'à l'inverse, les actions dédiées à la nutrition ne s'appuyaient pas assez sur les filières et systèmes de production locaux », explique Claire Costis, responsable de programme nutrition au Gret. « Il nous est apparu crucial, pour engager des changements, de traiter les enjeux de développement agricole, de sécurité alimentaire et de nutrition dans une démarche intégrée. »

FAIRE TRAVAILLER ENSEMBLE LES ACTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA NUTRITION

L'un des grands enjeux du programme est de parvenir à décloisonner les secteurs d'activité et créer des collaborations opérationnelles, à différentes échelles des territoires, avec l'ensemble des acteurs de l'agriculture et de la nutrition : organisations paysannes, services de l'État, collectivités et secteur privé locaux.

Le Gret s'attache ainsi à faire travailler ensemble acteurs de la santé communautaire et orga-

nisations paysannes pour qu'ils conduisent des actions conjointes de sensibilisation et d'échanges sur les liens entre la santé, l'alimentation et l'agriculture. Pour promouvoir des régimes alimentaires sains, il faut en effet à la fois prendre en compte les besoins nutritionnels spécifiques des membres de la famille - notamment des femmes et des jeunes enfants - et s'appuyer sur des changements de pratiques de production et de valorisation des produits locaux.

Le Gret encourage aussi la contractualisation entre acteurs locaux. Il met par exemple en relation des unités de production de farines infantiles fortifiées avec des groupements de producteurs : cela permet de garantir la qualité et la traçabilité des produits, tout en développant la production locale.

INTÉGRER L'APPROCHE MULTISECTORIELLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Le Gret soutient la création d'espaces de dialogue associant les élus locaux, les organisations paysannes et les services déconcentrés de l'État, pour que cette approche soit intégrée dans les politiques locales. Au Sénégal et au Burkina Faso, il a conduit en ce sens un travail de formation des élus et des services techniques de l'État.

Au niveau national, il soutient les activités menées par les organisations paysannes pour permettre à leurs leaders et leurs équipes de mieux prendre en compte les enjeux relatifs à la nutrition. « Les organisations paysannes sont souvent très engagées sur les questions de souveraineté alimentaire, du "consommer



NOTES DE SYNTHÈSE ASANAO PRODUITES EN 2022

- Les enjeux de plaidoyer sur la gouvernance alimentaire au Gret : positionnement aux niveaux national et international, Goudiaby M.-C., Masse P., Gret.
- Participation du Gret aux réseaux du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) : quels enseignements ?, Goudiaby M.-C., Rakotomalala C., Gret.
- L'amélioration de la nutrition à travers l'alimentation scolaire, Goudiaby M.-C., Benkahla A., Gret.
- Quel avenir pour le lait local en Afrique de l'Ouest ?, Mousours M., Benkahla A., Gret.

local" et de l'accompagnement des exploitations familiales, mais pas de façon spécifique sur les questions de nutrition », souligne Amel Benkahla, responsable de programme agriculture et alimentation durables au Gret. L'objectif est que ces sujets soient davantage portés dans leurs propres structures et que cela se traduise ensuite concrètement dans les actions auprès de leurs membres et le dialogue politique avec l'État.

Le Gret se positionne aussi parfois comme accompagnateur de la dissémination des politiques multisectorielles. Au Burkina Faso, il a joué un rôle d'information et de sensibilisation auprès des services techniques de l'État et d'élus locaux. Au Niger, il a été mandaté par le gouvernement comme facilitateur national pour animer les concertations multi-acteurs préalables au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021.

AGIR SUR LES FACTEURS DE BLOCAGE POLITIQUE

Le Gret porte aussi, au sein de coalitions plus larges, des propositions concrètes et travaille avec des États pour agir sur les facteurs de blocage au développement de systèmes alimentaires sains et durables. Il œuvre, par exemple, en faveur de l'évolution des politiques commerciales pour protéger certaines filières stratégiques en Afrique de l'Ouest, comme celle du lait local. Ou encore pour la création d'un environnement fiscal plus favorable pour les entreprises locales qui commercialisent des produits nutritionnels à des prix accessibles.

Les comportements des acteurs des chaînes d'approvisionnement et des consommateurs, qu'ils soient urbains ou ruraux, sont fortement conditionnés par l'environnement alimentaire. Agir sur les politiques et sur cet environnement est donc indispensable pour transformer durablement les systèmes alimentaires. ■



UNE NOUVELLE COLLECTION POUR PARTAGER NOS APPRENTISSAGES SUR LES COMMUNS

DANS LA LIGNÉE DE SA COLLECTION *CAHIER PROJET*, LE GRET A LANCÉ EN 2022 LA SÉRIE *CARNET FAIRE COMMUN POUR PARTAGER LES APPRENTISSAGES TIRÉS D'EXPÉRIENCES CONCRÈTES DE MISE EN ŒUVRE D'UNE APPROCHE PAR LES COMMUNS DANS DES GÉOGRAPHIES ET CONTEXTES VARIÉS. LE PREMIER CARNET PORTE SUR L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES BAMBOU DANS LES FORÊTS VILLAGEOISES DE LA PROVINCE DE HOUAPHAN, AU LAOS. LE SECOND RELATE L'EXPÉRIENCE D'UN SERVICE DE GESTION ET DE COLLECTE DE DÉCHETS DANS LA VILLE DE DOLISIE, AU CONGO. LE TROISIÈME, CELLE DE LA GESTION EN COMMUN D'UN PÉRIMÈTRE AGROFORESTIER EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO.*

ENTRETIEN AVEC MARILOU GILBERT, CO-COORDINATRICE DU PROGRAMME « COMMUNS ET GOUVERNANCES PARTAGÉES » AU GRET

Qu'est-ce qu'une « approche par les communs » ?

Le GRET utilise le concept de « communs »¹ pour penser comment un ensemble d'acteurs concernés par un enjeu commun – une ressource naturelle, un territoire, un service – peut s'engager dans une action collective pour construire une gouvernance partagée autour de cet enjeu. Ensemble, citoyen-ne-s, acteurs publics et privés définissent des règles d'accès et d'usage jugées équitables afin de garantir la durabilité sociale, économique et environnementale de l'objet du « commun ». Il s'agit d'un processus dynamique où les règles sont régulièrement mises à jour, dans le cadre d'un apprentissage collectif.

Promouvoir et développer une approche par les communs dans nos interventions, c'est pour nous une autre façon de penser la gestion des ressources et des services essentiels, une alternative aux modes de gouvernance actuels – publics ou privés – qui conduisent à des partages inéquitables et à l'épuisement de ces ressources. C'est une proposition politique qui peut contribuer à plus de justice sociale et environnementale en permettant aux citoyen-ne-s de s'approprier ou de se réapproprier un véritable pouvoir de décision et de contrôle.

Pourquoi cette série de carnets ?

Nous testons une approche par les communs dans le cadre du programme Communs et gouvernances partagées². L'enjeu est de réfléchir à la façon dont elle peut concrètement être opérationnalisée. Chacune des expériences observées sur le temps long fait l'objet d'un exercice de capitalisation conduit par les équipes projet. Les principaux enseignements sont ensuite retranscrits dans ces carnets.

Le principal objectif de cette série est de partager ces apprentissages avec d'autres opérateurs de développement, des associations, des bailleurs, des décideurs politiques, ou tout autre acteur soucieux de promouvoir des formes d'organisation sociale et de gouvernance partagée « en commun ». Ces carnets permettent aussi de montrer qu'en prenant du recul, nous pouvons faire évoluer nos pratiques de développement. L'approche par les communs nous fait sortir de la logique projet avec une vision à trois ou quatre ans. Nous nous plaçons dans un processus où la continuité de l'accompagnement sur un temps long est essentielle pour permettre aux acteurs d'engager une dynamique de commun et d'obtenir les résultats souhaités.

Quels principaux enseignements ces trois premiers carnets permettent-ils de tirer ?

Soulignons d'abord que l'approche par les communs n'est ni une recette, ni une méthode. C'est une carte mentale qui nous permet de lire des jeux de pouvoir, des interdépendances entre les personnes et les enjeux qui les

concernent, et qui induit un changement de posture. Nous passons en effet de la posture « d'expert » à celle de « facilitateur engagé avec une expertise », plus en retrait. En République démocratique du Congo (RDC), où le GRET a accompagné la mise en place d'un périmètre agroforestier en gouvernance partagée, nous sommes par exemple progressivement devenus des « médiateurs de confiance » pour structurer les liens entre les exploitants du périmètre et l'organisation faitière chargée de les représenter. Le risque, si nous nous étions contentés d'apporter uniquement des solutions d'ordre technique, aurait été de maintenir une dépendance très forte au projet.

L'approche par les communs consiste à travailler de façon concrète à la fois sur les enjeux techniques et sur les questions de gouvernance. Au Laos, autour de la forêt de bambou, les équipes accompagnent aussi bien techniquement les villageois sur l'artisanat, la gestion du marquage du bambou, sa commercialisation, que sur l'organisation et la définition des règles pour un partage équitable des ressources et des bénéfices – et pour la préservation de la forêt. Sans réflexion sur la gouvernance, on ne peut pas prévoir de formes pérennes d'organisation pour garantir l'accès et la préservation des ressources ou du service.

La confiance et la viabilité économique du système instauré sont aussi apparus comme des facteurs centraux. L'expérience de mise en place d'un service de gestion des déchets en gouvernance partagée dans la ville de Dolisie, au Congo, s'est heurtée à l'absence

de confiance des populations et des petits opérateurs de collectes privés envers un pouvoir public défaillant qui ne pouvait pas garantir la viabilité économique et la qualité du service. Pour que le processus fonctionne, il faut qu'il y ait des intérêts mutuels et que chacun s'y retrouve.

Un autre aspect important ressort dans ces premiers carnets : la nécessité de faire évoluer le cadre institutionnel pour permettre l'expérimentation au niveau local de nouvelles formes de gouvernances. L'exemple des forêts de bambou de la province de Houaphan est parlant. Pour permettre aux villageois-e-s, acteurs publics et privés de construire collectivement des filières bambou durables, une première étape a consisté à convaincre les autorités provinciales d'accorder un « droit à l'expérimentation » afin qu'un cadre institutionnel rende possible le démarrage d'une dynamique d'action collective multi-acteurs.

Ces carnets montrent aussi que la gouvernance est un processus évolutif. À Dolisie, le GRET, après consultation des acteurs, a proposé un schéma de gouvernance partagée pour la gestion du service de déchets. Or, si un tel schéma « clé en main » peut être un point de départ, les modes de gouvernances doivent pouvoir s'adapter à l'évolution des situations. Comme en témoigne aussi l'expérience du périmètre agroforestier en RDC, il existe des relations complexes d'interdépendances et de pouvoir qui amènent les personnes à négocier en permanence pour faire évoluer les règles de gouvernance. ■

↓ Marquage de bambou au Laos.
© GRET – photo by CinePanorama

Retrouvez la série *Carnets faire commun* et l'ensemble des publications du GRET sur gret.org/publications

Pour consulter la liste complète des ouvrages publiés en 2022, rendez-vous p. 46.



Kibler J.-F. (coord.), Fetiveau J. et Duret R. (auteurs), Osmont M. (rédactrice), Éditions du GRET, 2022.

1. Le GRET s'est initialement inspiré des travaux d'Elinor Ostrom, politologue et économiste, prix Nobel d'économie en 2009, dont la publication la plus connue est *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*, 1990.

2. Le programme Communs et gouvernances partagées est un programme de recherche-action initié par le GRET en 2019 et financé par l'AFD.





↑ Membres de la coopérative de Sosso Wodaté à Woloum Hatar en Mauritanie (projet Safire).

NOS THÉMATIQUES

- p. 20 Des ressources naturelles gérées collectivement
- p. 22 Un accès universel à des services essentiels
- p. 24 Des villes résilientes et citoyennes
- p. 26 Un emploi décent pour toutes et tous
- p. 28 Une alimentation saine et des soins de qualité
- p. 30 Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- p. 32 Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- p. 34 Thématiques transversales

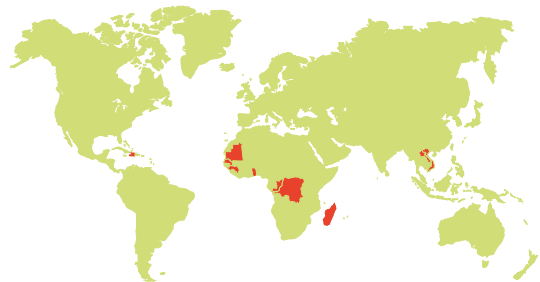


DES RESSOURCES NATURELLES GÉRÉES COLLECTIVEMENT

L'humanité dépend directement des ressources naturelles pour sa subsistance et se trouve ainsi particulièrement menacée par les dégradations environnementales. C'est pour cette raison que le Gret encourage la participation des populations locales dans le maintien ou la restauration des écosystèmes, pour une gestion concertée et inclusive des territoires. Ces actions contribuent à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité.

10 PAYS D'INTERVENTION

Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

VIETNAM

LES FEMMES AU CŒUR DE LA GESTION DURABLE DES FORÊTS DE PU LUONG

La réserve naturelle de Pu Luong, située au nord du Vietnam, abrite des forêts protégées et une riche biodiversité. Les minorités ethniques Thai et Muong qui vivent au sein des réserves et dans les zones tampon possèdent peu – ou pas – de terres agricoles, et tirent la majeure partie de leurs revenus des services (mal rémunérés) de l'élevage et de la protection des forêts. Le tourisme communautaire, lancé en 2016, a apporté de nouvelles possibilités de développement économique, mais les services touristiques limités et les risques qu'il représentent pour la biodiversité entravent son développement.

Le projet mené par le Gret consiste à améliorer les conditions de vie et l'empowerment économique des femmes issues des minorités ethniques Thai et Muong, notamment grâce au développement de services de tourisme durable et à la création d'un cadre légal leur permettant de prendre part aux décisions qui concernent la réserve naturelle. Le projet permet aussi de garantir une gestion inclusive et durable des forêts dans les espaces protégés de la réserve naturelle. Il combine la sauvegarde des écosystèmes avec la mise en place de chaînes de valeurs permettant aux habitant-e-s, et en particulier les femmes, de vivre durablement de leur environnement.

Le projet a pour objectif d'accompagner 6 770 femmes des minorités Thai et Muong dans 31 villages, en impliquant 70 représentant-e-s des autorités locales et de gestion de la réserve.

2020-2024 | Budget : 423 K€ | Financement : Fondation Audemars Piguet, Fondation RAJA – Danièle Marcovici | Partenaires : Comité de gestion de la réserve naturelle de Pu Luong, Coopérative de développement rural de Quan Hoa

MADAGASCAR

VERS LA CRÉATION D'UNE AIRE PROTÉGÉE SUR L'ÎLE DE SAINTE-MARIE

L'île de Sainte-Marie abrite 4 200 hectares de forêt humide et des écosystèmes marins remarquables. Sa biodiversité exceptionnelle, essentielle à la subsistance des Saint-Mariens, est pourtant menacée par la surpêche, la déforestation, l'urbanisation et le changement climatique.

En 2015, le Gret encourage les habitant-e-s de Sainte-Marie à s'organiser pour préserver les zones côtières. Une association locale, la PCADDISM, est créée deux ans plus tard, avec pour mission de préserver les biens communs à partir de règles définies de manière concertée par la population. Grâce à la mise en place d'une approche par les *communs*, les Saint-Mariens ont engagé dès 2020 les démarches administratives pour faire de l'île une aire protégée marine et terrestre, afin de garantir sa gestion durable. En parallèle, des actions de restauration et de protection des forêts, et des mécanismes de surveillance et de suivi collectif des ressources naturelles ont été initiés.

La deuxième phase du projet, débutée en 2022, permettra également d'instaurer des activités agroécologiques génératrices de revenus et de développer l'écotourisme communautaire.

Le Gret et la PCADDISM continueront à construire avec les habitant-e-s les conditions de gouvernance partagée et de gestion de la future aire protégée, ainsi que les modalités pour en assurer la pérennité financière.

2022-2025 (phase 2) | Budget : 450 K€ | Financement : AFD, Fondation GoodPlanet, Fondation Prince Albert II de Monaco, Maisons du Monde Foundation | Partenaire : PCADDISM

SÉNÉGAL

IMPULSER DES DYNAMIQUES LOCALES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE DE LA RESSOURCE EN EAU

La zone des Niayes, frange littorale située entre Dakar et Saint-Louis, concentre de forts enjeux en matière de gestion de l'eau en raison de l'intensité

des activités maraîchères et industrielles. Des enjeux encore exacerbés par la croissance démographique et les effets du changement climatique.

En 2017, le Gret, en collaboration avec la Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau du ministère de l'Eau et de l'Assainissement sénégalais, lance Girel, un projet de sécurisation durable des usages de l'eau et de préservation des écosystèmes à l'échelle de cinq communes, dont la composante clé est la gouvernance partagée de la ressource. En adoptant une approche par les *communs*, le projet poursuit un triple objectif : assurer la pérennité de la ressource, mettre en place des instances de gouvernance démocratiques et accompagner l'État sénégalais dans l'opérationnalisation de sa politique de gestion intégrée des ressources en eau (Gire) à l'échelle locale.

Le projet a déjà permis aux différents acteurs – usager-e-s dans leur diversité, représentant-e-s de la société civile, services techniques déconcentrés et autorités communales – de construire les conditions d'une gouvernance partagée des ressources en eau à travers un processus d'apprentissage collectif. Ensemble, ils ont façonné des institutions innovantes : les plateformes locales de l'eau, conçues comme des arènes de gouvernance de la ressource au niveau de la commune ou de l'intercommunalité. Ils ont également élaboré des instruments de planification détaillant les actions à conduire pour une gestion durable et équitable de la ressource.

La troisième phase du projet, débutée en 2022, étend la dynamique à l'ensemble de la zone des Niayes.

2017-2026 | Budget : 2,4 M€ | Financement : AFD, Agence de l'eau Seine-Normandie, Sénéo | Partenaire : DGPRE



PUBLIÉS EN 2022

Forêts villageoises et filières bambou dans les montagnes du Nord Laos : inscrire des communs dans les politiques publiques ?, Kibler J.-F. (dir.), Éditions du Gret, Carnet Faire commun n° 1.

La gestion des déchets dans la ville de Dolisie au Congo : faire commun autour d'un service municipal ?, Gilbert M., Makita Bati F., Régeard N., Éditions du Gret, Carnet Faire commun n° 2.

Un périmètre agroforestier en République démocratique du Congo : d'un projet de développement à l'émergence d'un commun ?, Kibler J.-F., Fetiveau J., Duret R., Éditions du Gret, Carnet Faire commun n° 3.

→ Pour en savoir plus sur la collection Carnet Faire commun, rendez-vous p. 16.

- ☞ Culture de riz dans la réserve naturelle de Pu Luong au Vietnam.
- ☞ Maraîchage dans les Niayes au Sénégal.

LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 2, 13, 14 ET 15.



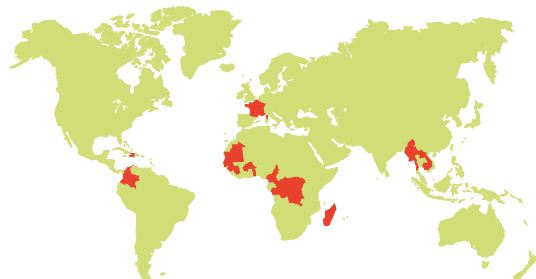


UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES ESSENTIELS

Les services d'eau, d'électricité, d'assainissement et de gestion des déchets sont fondamentaux pour répondre à nos besoins essentiels. Le Gret favorise ainsi l'accès universel et équitable à des services essentiels de qualité, dans le respect de l'environnement. Ses actions s'inscrivent dans une démarche partenariale avec les autorités locales, le secteur privé ainsi que les usager-e-s et citoyen-ne-s pour une construction et une gestion concertée, pérenne et inclusive de ces services.

15 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Colombie, France, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

MADAGASCAR

UN ACCÈS DURABLE À L'ÉLECTRICITÉ

Dans les zones rurales de Madagascar, près de 14 millions de personnes vivent sans accès à l'électricité. Il s'agit d'un frein majeur à l'amélioration de leur qualité de vie.

Le projet d'électrification rurale Rhyviere II, qui s'est achevé en mai 2022, reposait sur des principes de promotion économique et de respect de l'environnement. Au total, il aura permis à plus de 39 800 habitant-e-s des régions Haute Matsiatra et Sofia d'avoir accès à une électricité durable et à faible coût.

La technologie utilisée par le Gret et ses partenaires s'appuyait sur l'exploitation du potentiel hydro-électrique disponible, grâce à la présence d'importantes ressources naturelles en eau. Deux centrales hydroélectriques ont ainsi été installées dans chacune des régions, et des solutions alternatives reposant sur des ressources renouvelables (énergie solaire notamment) ont été mises en place dans les zones éloignées des principaux réseaux. Le Gret a également contribué à la promotion d'activités génératrices de revenus liées à l'usage de l'électricité.

Enfin, le projet intégrait un volet spécifique de protection de l'environnement et de pérennisation de la ressource en eau utilisée pour la production d'énergie et l'agriculture.

2014-22 | Budget : 7,2 M€ | Financement : FFEM, UE | Partenaires : ENEA Consulting, IRD

RÉPUBLIQUE DU CONGO

ASSOCIER LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA GOUVERNANCE DE LA GESTION DES DÉCHETS ET DES EAUX USÉES

Au Congo, les villes secondaires sont confrontées à d'importantes problématiques dans la gouvernance, le financement et la gestion des déchets et des eaux usées. Dans le cadre du programme Villes résilientes, le Gret accompagne les acteurs locaux des communes de Nkayi et Owando dans le renforcement d'une gouvernance locale, inclusive et sensible au genre, pour la mise en place de services d'assainissement durables.

Les équipes du projet ont commencé par instaurer des espaces de concertation dans les quartiers et à l'échelle de la commune. Les acteurs locaux peuvent ainsi dialoguer et proposer des recommandations aux autorités locales pour la mise en œuvre de solutions pérennes.

En 2022, le Gret et ses partenaires ont expérimenté un système de tri à la source et de compostage individuel pour réduire les volumes de déchets à collecter et les charges du service : 150 composteurs ont ainsi été distribués à 193 ménages, et une activité de production de biochar a été lancée. Par ailleurs, le projet a permis d'équiper 12 écoles publiques de blocs sanitaires aux normes et de concevoir une stratégie d'assainissement pour doter les ménages



d'équipements sanitaires. Un budget participatif, co-piloté par la société civile et les agents municipaux, a également été mis en place pour financer des micro-projets portés par des associations locales.

2020-2024 | Budget : 5 M€ | Financement : UE | Partenaires : Action contre la pauvreté (Owando), Association des femmes pour le développement de la Bouenza (Nkayi), Initiative Développement

MAURITANIE

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT POUR LUTTER CONTRE LE COVID-19

En Mauritanie, la pandémie liée au Covid-19 a lourdement affecté les populations. Elle a mis en lumière les insuffisances d'accès aux services d'eau potable et à l'assainissement. Pour y faire face, le projet RipEAUste s'est fixé comme objectif d'améliorer la santé des populations et de limiter la propagation du virus en milieu rural. Il s'agit plus spécifiquement de renforcer la résilience des opérateurs d'eau potable et d'améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement, tout en sensibilisant aux bonnes pratiques d'hygiène et aux gestes barrières dans plusieurs régions, dont certaines très isolées.

Le projet aura permis de mettre en place un accès à l'eau potable pour 27 000 habitant-e-s dans 11 villages, notamment dans le Sud-Est du pays particulièrement aride, et d'installer des toilettes et des lave-mains dans 22 écoles et centres de santé. Quatre opérateurs d'eau potable ont également été accompagnés et renforcés dans leur capacité de gestion des services et de préparation aux crises. De nombreuses campagnes ont permis la distribution de 2 400 kits d'hygiène et la sensibilisation de 26 000 personnes et élèves aux gestes barrières, aux bonnes pratiques d'hygiène et de traitement de l'eau à domicile. Un appui spécifique aux jeunes et aux femmes a aussi été mis en place, avec des formations aux techniques d'animation et au suivi des services.

2020-2023 | Budget : 1,3 M€ | Financement : AFD, Unicef | Partenaires : autorité de régulation, communes, direction de l'Assainissement, direction de l'Hydraulique, opérateurs d'eau privés (délégataires) et publics (Onser)



PUBLIÉ EN 2022

La régulation des services, une affaire de proximité!, David F. (coord.), Gret, 2022, Politiques et pratiques de développement, n° 26.



- ↑ Sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène contre le Covid-19 en Mauritanie.
- ↗ Ligne électrique moyenne tension de la centrale de Sahatona, dans la région Haute Matsiatra à Madagascar.
- ↘ Inauguration de trois blocs sanitaires dans une école primaire au Congo.

LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 6, 7 ET 12.



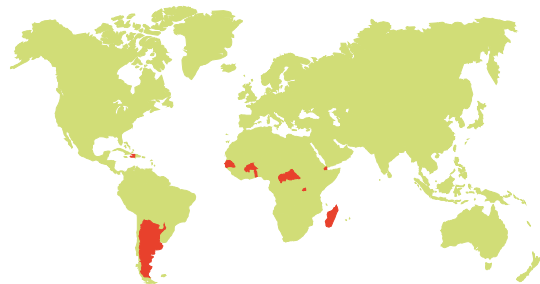


DES VILLES RÉSILIENTES ET CITOYENNES

L'ensemble de la population et des usager-e-s d'un territoire ou d'un quartier, même précaire, a le droit de vivre dans un environnement sain et digne, à proximité des services, et de participer à la fabrique et à la gestion de la ville. L'urbanisation rapide, les bouleversements climatiques en cours, ainsi que des modèles de développement insoutenable compromettent ce droit. Dans ce contexte, le Gret s'engage pour un urbanisme citoyen, solidaire et responsable vis-à-vis des ressources locales. Il accompagne les organisations de la société civile et les autorités locales afin qu'elles développent des politiques et des projets orientés vers la réduction des inégalités et des vulnérabilités.

9 PAYS D'INTERVENTION

Argentine, Burkina Faso, Djibouti, Haïti, Madagascar, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

ARGENTINE

UNE ÉTUDE SUR LES ESPACES PUBLICS DU BARRIO 20 À BUENOS AIRES

Le Gret, en partenariat avec Plus Urbano, a réalisé une étude au sein du barrio 20, un quartier précaire de Buenos Aires en restructuration depuis 2016. Son objectif : proposer un réseau d'espaces publics de qualité. Pour cela, le Gret a placé la participation au cœur de son intervention. En immersion dans le quartier pendant quelques semaines, il a réalisé, avec les habitant-e-s, un diagnostic

partagé et des propositions d'aménagement pour répondre au mieux à leurs besoins.

À travers un dispositif mobile composé de trois charrettes nommé *Paso a Paso*, l'équipe a ainsi arpenté tout le quartier à la rencontre des habitant-e-s : accueilli-e-s avec une boisson fraîche, ils et elles ont offert de leur temps pour échanger sur les usages actuels et futurs de leurs espaces de vie. Cette étude a été réalisée pour l'Instituto de Vivienda de la Ciudad de Buenos Aires dans le cadre de la coopération technique entre l'AFD, le Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires et la Codatu (Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains).

2022-2023 | Budget : 193,5 K€ | Financement : AFD | Partenaires : Plus Urbano, RiberaBA



MADAGASCAR

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES D'ANTANANARIVO

Lalankely 3 est un projet financé par l'AFD qui vise à désenclaver et améliorer les conditions de vie dans les quartiers les plus défavorisés de l'agglomération d'Antananarivo. Il prévoit pour cela la construction de 1 000 petites infrastructures dans 222 fokontany¹.

Le Gret, à la tête d'un groupement composé de trois autres structures partenaires, est chargé de la maîtrise d'œuvre institutionnelle et sociale du projet. Il accompagne et facilite les travaux et renforce la durabilité des infrastructures réalisées en mettant en place des dispositifs de gestion communautaire, en complément d'actions de maintenance plus conséquentes faites par les communes. Il mène aussi des actions de sensibilisation des habitant-e-s à l'hygiène et à l'assainissement. Le projet comporte également un volet d'actions innovantes en matière d'éclairage public, de valorisation des déchets, d'embellissement et de verdissement des quartiers.

En 2022, 98 ouvrages de mobilité, 50 infrastructures sanitaires et un

¹. Une subdivision administrative de la commune.

espace vert ont été réalisés, au profit de 800 000 habitant-e-s. Pour le bon déroulement des travaux, le groupement Gret a accompagné 1 700 commerçant-e-s et habitant-e-s, et appuyé le recrutement de 241 personnes pour des travaux à haute intensité de main-d'œuvre. Pour la pérennisation des infrastructures, 85 structures de gestion communautaire ont été constituées afin d'assurer l'entretien des ouvrages, employant au total 240 personnes.

2020-2023 | Budget : 1,3 M€ | Financement : AFD | Partenaires : Association Miarintsoa, Conseil de développement d'Andohatapenaka (CDA), Enda Madagascar

AFRIQUE

PROGRAMME D'ANIMATION DES PÉPINIÈRES URBAINES

L'année 2022 a été riche pour le programme d'animation des Pépinières urbaines : activités d'échange, identification de nouvelles Pépinières urbaines et capitalisation autour des enjeux de gestion.

Une Pépinière urbaine est un dispositif inclusif et collaboratif de conception d'espaces publics de proximité. En lien avec de grands projets urbains structurants, elle encourage et accompagne les dynamiques habitantes et usagères des quartiers précaires dans l'amélioration de leur cadre de vie. Dans cette perspective, la première pépinière anglophone a été lancée en 2022 à Nairobi. Cette pépinière s'articule à un projet de restructuration urbaine, financé par l'AFD.

Le programme a été présenté au Forum urbain mondial à Katowice en juin. Cet événement a été l'occasion d'organiser une table ronde multi-acteurs et de prendre part à l'événement de lancement du Centre pour les espaces publics africains (CAPS).

Enfin, le programme a organisé en septembre un voyage d'étude en France sur la gestion urbaine et sur l'urbanisme transitoire. Les acteurs des Pépinières urbaines ont ainsi rencontré et échangé avec de nombreux acteurs de l'urbanisme participatif et transitoire des villes de Lyon et de Paris.

2020-2024 | Budget : 1,4 M€ | Financement : AFD | Partenaires : UrbaMonde, Cabanon Vertical, UrbaSen

PODCAST 2022

Radio Pépit¹, la radio de la capit', un podcast dédié aux Pépinières urbaines

→ Épisode 4 : Table ronde au Forum urbain mondial
Épisode enregistré à Katowice, Pologne, à l'occasion du Forum urbain mondial en juillet 2022.

Réalisation : Florent Chiappero, avec l'équipe du programme d'animation des Pépinières urbaines.

Retrouvez cet épisode et les trois précédents sur pepinieres-urbaines.org

Produit par l'AFD et le réseau Pépinières urbaines (Gret, UrbaMonde, UrbaSen et Cabanon Vertical)



↑ Voyage d'étude sur la gestion urbaine et l'urbanisme transitoire en France.

↗ Dispositif mobile *Paso a Paso* dans le barrio 20 à Buenos Aires.

↘ Chantier dans le cadre du projet Lalankely 3 à Antananarivo.

LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 10 ET 11.





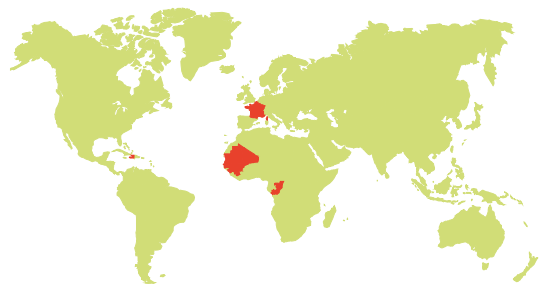
UN EMPLOI DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS



L'insertion réussie des citoyen-ne-s, et particulièrement des jeunes, sur le marché de l'emploi participe au développement des pays. Cherchant à promouvoir une insertion intégrale des jeunes par ses actions, le Gret accompagne des dispositifs d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles, favorisant l'entrepreneuriat, tout en prenant en compte les dimensions environnementales, climatiques, sociales et citoyennes. Le Gret contribue ainsi à faciliter pour les femmes et les hommes un accès équitable à un emploi décent et durable, ancré dans les réalités économiques et sociales locales. En renforçant leurs compétences sur les trois dimensions de l'insertion intégrale, il leur permet également de devenir de véritables acteurs de changement.

7 PAYS D'INTERVENTION

France, Guinée, Haïti, Mali, Mauritanie, République du Congo, Sénégal



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

SÉNÉGAL

PARTICIPATION CITOYENNE DE LA JEUNESSE À LA VIE PUBLIQUE : QUELS ENJEUX ?

Le Gret a conduit une étude de contexte sur les enjeux de la citoyenneté et la participation aux politiques publiques de la jeunesse sénégalaise. L'objectif : contribuer au travail d'identification mené par l'AFD, désireuse de renforcer son intervention dans ce secteur au Sénégal. L'étude a permis d'identifier les facteurs limitant la participation citoyenne de la jeunesse : normes

culturelles, religieuses et familiales; faiblesse du cadre légal et politique permettant de favoriser leur engagement; déficit d'infrastructures dédiées à la jeunesse; manque d'éducation à la citoyenneté active; et enfin absence de moyens budgétaires.

Elle souligne cependant qu'au Sénégal, les jeunes sont plus optimistes quant à leur avenir et plus mobilisées que dans d'autres pays africains sur les problématiques d'intérêt général, comme la protection de l'environnement, la promotion des arts et la culture. L'étude relève une pluralité de dynamiques de mobilisation, dans lesquelles les jeunes revendiquent le droit de participer aux débats et aux prises de décisions sur les enjeux sociopolitiques et économiques les

concernant, via les technologies digitales, la médiation culturelle ou le sport.

L'étude a également produit une cartographie et une analyse des besoins des acteurs du secteur (opérateurs de mise en œuvre, société civile locale, et partenaires techniques et financiers) et de leurs initiatives, et fournit une série de recommandations.

2021-2022 | Budget : 25 K€ | Financement : AFD

- ➔ Projet pour l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal.
- ➔ Formation en électricité en Mauritanie.
- ➔ Formation en mécanique au Congo.



GUINÉE, MAURITANIE, MALI, RÉPUBLIQUE DU CONGO, SÉNÉGAL

LES JEUNESSES ACTRICES DE CHANGEMENT

La convention programme Jade introduit une réflexion sur les jeunes femmes comme thème transversal de développement et vise à les accompagner à devenir actrices de leur insertion.

Dans ce cadre, le Gret conçoit et expérimente des modalités innovantes d'accompagnement des jeunes pour leur insertion intégrale : économique et professionnelle, sociale et citoyenne, environnementale et climatique. Il forme également ses équipes et partenaires à l'approche des jeunes femmes.

Lire l'article p. 10.

2020-2023 | Budget : 4,8 M€ | Financement : AFD | Partenaires : Accord Guinée, ADC, AJA Mali, Caritas Mauritanie, Eclósio, Social change factory, Y'en a Marre

ZOOM SUR DEUX ACTIVITÉS

Former et sensibiliser à la thématique des jeunes femmes

En 2022, le Gret a organisé cinq ateliers de formation – au Sénégal, en Mauritanie, au Congo et en France – pour sensibiliser ses équipes et partenaires à la thématique de la jeunesse et leur donner

les capacités de mettre en œuvre des interventions en conséquence. Ces ateliers, animés par les équipes « insertion et emploi » du Gret, ont permis une véritable montée en compétence, tout en alimentant la réflexion sur les approches de la question des jeunes femmes dans différents contextes.

Sur les cinq ateliers organisés, 114 femmes et hommes ont été formé-e-s, dont 40 membres de structures partenaires du Gret.

En Guinée, la formation et l'insertion analysées sous le prisme de la jeunesse

En Guinée, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la proportion de jeunes âgé-e-s de moins de 25 ans est élevée. Leur accès aux services essentiels et à un emploi durable et décent reste limité, tandis que leur implication dans la vie publique n'est pas favorisée.

Pour poser les bases d'une insertion professionnelle durable, le Gret a mené une étude exploratoire dont la finalité est d'explorer de nouvelles pistes d'insertion et d'accompagnement des jeunes Guinéen-ne-s. Elle permet de disposer d'une analyse fine et précise du contexte lié aux jeunes femmes dans le pays, mais aussi du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, du marché de l'emploi pour les jeunes et de l'écosystème entrepreneurial.



PUBLIÉS EN 2022

Intégrer des jeunes en situation de vulnérabilité dans un parcours FIP – Formation et insertion professionnelle : prendre la mesure de la vulnérabilité pour en diminuer l'impact, Bacos F., Gret, Note de synthèse Parein, n° 1.

Faire évoluer la formation professionnelle : à l'intersection entre la situation de vulnérabilité des jeunes, l'offre de formation existante et la réalité du marché du travail, Bacos F., Gret, Note de synthèse Parein, n° 2.

Accompagner vers l'insertion : renforcer les compétences à la vie professionnelle et favoriser l'accès aux ressources existantes, Gret, Bacos F., Note de synthèse Parein, n° 3.



LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 5, 8 ET 10.





UNE ALIMENTATION SAINNE ET DES SOINS DE QUALITÉ

Contribuer au bien-être de toutes et tous et améliorer la nutrition des plus vulnérables passe par le renforcement de l'accès à une alimentation saine et équilibrée ainsi qu'à des soins de santé de qualité. C'est pour atteindre ces objectifs que le Gret améliore les régimes alimentaires ainsi que les connaissances et pratiques de soins des plus vulnérables, principalement des femmes et des enfants de moins de cinq ans. Il renforce également les systèmes de santé ainsi que les dispositifs de protection sociale.

10 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, France, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

GUINÉE

ONE HEALTH : POUR UNE APPROCHE DE LA SANTÉ GLOBALE À L'ÉCHELLE TERRITORIALE

Le concept One Health (ou « Une seule santé ») promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale, notamment face au développement de maladies zoonotiques à potentiel épidémique. En Guinée forestière, épice de maladies d'Ebola de 2015 et de 2021, le Gret est l'une des rares ONG à mettre en œuvre un projet qui traduit opérationnellement cette approche à l'échelon communautaire.

Dans le paysage des initiatives One Health en cours en Guinée, le projet mis en œuvre par le Gret présente la particularité de travailler sur la gouvernance locale de la santé des territoires, par l'accompagnement de dynamiques participatives à l'échelle villageoise, afin de nourrir la stratégie nationale aux différents échelons. Les actions menées favorisent aussi une prise en compte accrue des questions environnementales et de la santé des écosystèmes, généralement peu appréhendées dans les projets relevant de cette approche.

Enfin, ce projet aborde les interactions entre les trois santés de manière plus large, au-delà des risques zoonotiques, et en partant des préoccupations locales.

2021-2024 | Budget : 823 K€ | Financement : AFD | Partenaire : MGE

MADAGASCAR

S'ATTAQUER AUX CAUSES SOUS-JACENTES DE LA MALNUTRITION

Partant du constat que pour lutter efficacement contre la malnutrition il était nécessaire de s'attaquer à ses causes fondamentales – principalement liées aux inégalités sanitaires, sociales et de genre –, le Gret, en partenariat avec l'entreprise sociale Nutri'zaza, a lancé le projet Aintsoa (« belle vie » en malgache). Ce projet, à impact positif du point de vue du genre, contribue de façon transversale à réduire les inégalités femmes-hommes.

En adoptant une approche multisectorielle, le projet Aintsoa s'attache à diminuer les inégalités sanitaires, sociales et de genre par le renforcement de l'accès des femmes vulnérables à des dispositifs sanitaires et sociaux, répondant à leurs besoins vitaux. Mais également en favorisant l'inclusion des hommes dans la prise en charge de l'alimentation et des soins des enfants. Ou encore en améliorant l'accès à des produits de qualité pour une meilleure nutrition des enfants, facilitant le quotidien des familles, et en particulier celui des mères.

Pour assurer la pérennité des initiatives, le projet Aintsoa favorise l'implication du secteur privé. Deux entreprises sociales y contribuent directement : Nutri'zaza, avec la mise à disposition d'aliments fortifiés; et la franchise sociale de sanimarchés Diotontolo, pour le développement de services d'hygiène et d'assainissement. Le projet appuie également les politiques publiques nationales



dans les domaines de la nutrition, l'agriculture, la santé, ainsi que l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

2022-2026 | Budget : 7 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Nutri'zaza

NIGER

RENFORCER L'OFFRE D'ALIMENTS FORTIFIÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Le Niger présente de fortes prévalences de malnutrition tant en milieu urbain que rural. L'accès limité à une alimentation appropriée et abordable et les mauvaises connaissances et pratiques d'alimentation figurent parmi les principales causes de cette situation.

Il existe donc une véritable nécessité de développer une offre adaptée aux modes de consommation et au pouvoir d'achat des ménages vulnérables. C'est dans ce contexte que le Projet d'appui à la fortification alimentaire au Niger a été lancé. Son objectif : renforcer la production locale, la diffusion et la promotion d'aliments fortifiés locaux destinés aux femmes et aux jeunes enfants, tout en appuyant l'État et le secteur privé pour créer un cadre favorable à la consommation de ces produits.

Achévé en 2022, ce projet a permis de valoriser et de structurer le réseau de petites unités de production de farines infantiles qui a émergé ces dernières années. Mais aussi de renforcer le dialogue entre l'État et le secteur privé pour permettre à ce dernier de mieux jouer son rôle dans la lutte contre la malnutrition.

Onze unités de production, gérées par des groupements de femmes, ont ainsi pu produire et commercialiser des produits fortifiés de qualité. 250 femmes ont été autonomisées grâce aux activités de production et de commercialisation de ces produits. Cinq produits fortifiés ont été mis à la disposition de la population, et deux d'entre eux – Misola et Garin Yara – ont obtenu une certification. En tout, près de 1 200 tonnes de farine infantile fortifiée ont été produites et 40 millions de repas consommés. 496 points de vente ont été créés et près de 400 000 enfants de 6 à 24 mois ont eu accès à ces produits.

2017-2022 | Budget : 5 M€ | Financement : Coopération monégasque, UE | Partenaires : ACF, ANNMC, Concern Worldwide, DNPGCCA, HC3N, IRD, ministère du Commerce, ministère de la Santé, Mouvement SUN, STA, unités de production Misola et Garin Yara



- ↑ Projet d'appui à la fortification alimentaire au Niger.
- ↗ Agricultrice en charge du relais des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, dans le cadre du projet One Health en Guinée.
- ↘ Potager scolaire au sein de l'École primaire publique Manjakaray, dans le cadre du projet Aintsoa à Madagascar.

LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 3 ET 5.



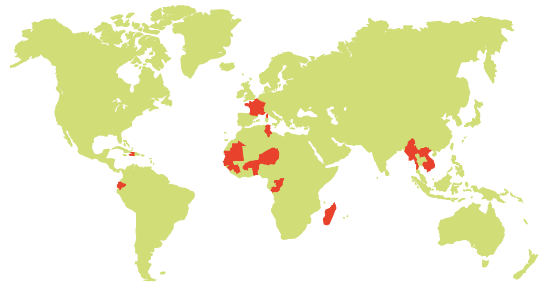


UNE AGRICULTURE ET DES FILIÈRES AGROALIMENTAIRES DURABLES

L'appui à l'agriculture paysanne et aux petites et moyennes entreprises locales est nécessaire pour le développement durable de l'agriculture, des filières agroalimentaires et la sécurité alimentaire. Pour cela, le Gret met en œuvre des projets, des études, capitalisations et formations et contribue aux politiques publiques. Ses actions intègrent notamment le soutien à la juste rémunération des paysan-ne-s et des acteur-ric-e-s de la transformation agroalimentaire, la transition agroécologique, l'approvisionnement des marchés nationaux et régionaux en produits de qualité et la montée en puissance de systèmes alimentaires territorialisés. Elles s'inscrivent aussi dans le renforcement des structures collectives, ainsi que la participation des femmes et des jeunes aux prises de décision.

17 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Équateur, France, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, République du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

HAÏTI

DES LEVIERS POUR AMÉLIORER DURABLEMENT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Dans le bassin versant de Trois Rivières en Haïti, les revenus des ménages pauvres sont très faibles. Couplée à de nombreux chocs climatiques, écologiques et politiques, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'accroît dans cette région pourtant à fort potentiel agricole. Pour améliorer la résilience des ménages, le projet

Pasan-Apros agit sur plusieurs leviers : la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement de filières agricoles durables, la sécurisation des ressources naturelles et le dispositif de protection et de promotion sociale.

Les dernières activités du Gret et de ses partenaires ont notamment permis la conception, avec les acteur-ric-e-s du territoire, d'un plan d'aménagement et de gestion pour la préservation des ressources naturelles du sous-bassin versant de Treille. Ce plan, qui s'aligne sur les principes de gestion intégrée des ressources en eau, vise à concilier développement économique, équité sociale et durabilité environnementale. En soutien au développement des

bassins, le projet a également conduit à la réhabilitation ou à la construction de quatre périmètres irrigués. Dans le cadre du renforcement des filières agricoles, un centre de stockage et de transformation des produits a été construit, et un autre réhabilité et mis au service d'organisations locales.

Enfin, deux guides méthodologiques ont été élaborés, l'un sur la mise en place d'associations de crédit et d'épargne villageoise agricole, l'autre sur la mise en œuvre de champs écoles paysans. Des documents de capitalisation ont été produits sur le processus de graduation des ménages vulnérables bénéficiant du filet protection sociale et sur les systèmes de crédit semencier et d'élevage.

2018-2023 / Budget : 7,8 M€ / Financement : AFD, UE / Partenaires : ACF-USA, AOG, Protos - Join for Water, Odrino

GUINÉE

UNE SOCIÉTÉ CIVILE STRUCTURÉE POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

La Guinée forestière compte un patrimoine naturel très riche et varié. Son équilibre est cependant mis en péril : les activités d'exploitation minière, forestière et agricole lèsent la biodiversité et réduisent le couvert végétal. L'utilisation de produits phytosanitaires en agriculture a des conséquences sur la pollution des sols et de l'eau, tandis que les conflits relatifs aux ressources naturelles sont nombreux.

Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, la société civile s'est peu à peu structurée - avec l'appui du Gret et de ses partenaires -, dans le cadre du projet Saveur. L'objectif était de renforcer la capacité d'action des organisations de la société civile (OSC) mobilisées pour sensibiliser les habitant-e-s aux enjeux environnementaux et mettre en place des pratiques adaptées.

Le projet visait, en particulier, à améliorer le dialogue entre la société civile, les pouvoirs publics et les acteurs privés. Mais aussi à renforcer les capacités techniques, de gestion et de gouvernance des OSC. La mise en place d'un fonds d'appui a permis de financer les initiatives d'une trentaine d'organisations.

L'atelier de clôture, tenu fin 2022, dresse un bilan positif du projet. On constate notamment que les concertations pluri-acteurs ont été dynamisées et que les actions de la société civile ont permis d'influer sur les politiques environnementales à l'échelle territoriale.

2020-2023 / Budget : 1 M€ / Financement : AFD, UE / Partenaires : Acord, ADC

LAOS

SOUTENIR LES PRODUCTEURS DE THÉ AU LAOS

Dans le Nord du Laos, le thé est cultivé depuis des siècles. Cette tradition confère aux thés laotiens, encore largement issus de l'agriculture familiale, un caractère unique. Ils pâtissent cependant de la forte concurrence des principaux pays producteurs et d'une méconnaissance de leur qualité par le marché international, tandis que la culture urbaine de consommation de thé reste limitée dans le pays.

Pour développer l'agriculture et diminuer la pauvreté dans la région, le ministère de l'Agriculture et des Forêts laotien, met en œuvre le projet Thé du Mékong. Le Gret - avec AVSF et LCG - lui apporte, dans ce cadre, un soutien technique. Pour augmenter les revenus des petits producteur-ric-e-s de thé, le Gret encourage une meilleure gouvernance de la chaîne de production et facilite leur accès aux marchés grâce à la promotion de la qualité et la certification des produits.

Le Gret soutient l'émergence de réseaux multi-acteurs, favorisant le partage d'information et l'action collective. Deux événements majeurs ont été organisés à Vientiane en présence de producteurs et de négociants en thé venus de tout le pays. Le Gret accompagne également la coopérative de producteurs Meung Tea dans sa transition vers une production biologique et équitable.

2019-2023 / Budget : 1,5 M€ / Financement : AFD / Partenaires : AVSF, LCG

- Plantation de thé au Laos (projet Thé du Mékong). © Modlao
- Vente de bananes au marché en Haïti (projet Pasan-Apros).



PUBLIÉ EN 2022

Accompagner la transition agroécologique avec les organisations paysannes : retour d'expériences du projet Terria au Sénégal, Villemin A., Ngom M., Faye I. M., Benkahia A., Éditions du Gret, Cahier projet.



LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 8, 9, 12 ET 13.



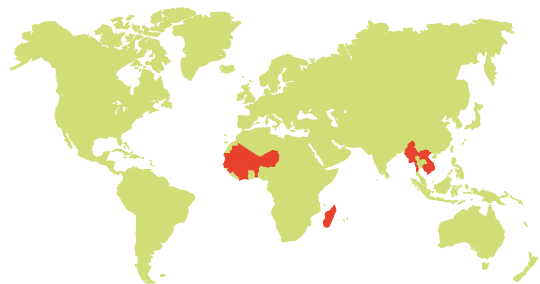


UN ACCÈS PARTAGÉ ET SÉCURISÉ AUX TERRES ET AUX RESSOURCES

Le foncier se définit comme la gouvernance de l'accès, de l'usage et du contrôle des terres. Il traduit les relations entre les êtres humains à propos de la terre et touche à des enjeux de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de citoyenneté, de cohésion sociale et de développement économique. À travers ses activités, le Gret contribue à faire reconnaître la multiplicité des droits et usages sur la terre et les ressources des territoires. Il cherche à promouvoir des dispositifs locaux de gestion des terres et des ressources naturelles, en s'appuyant sur des enceintes de gouvernance locales, inclusives et décentralisées.

13 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Guinée, Laos, Madagascar, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, Sénégal, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2022

CAMBODGE, LAOS, MYANMAR, VIETNAM

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ FONCIÈRE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Dans la région du Mékong, les moyens de subsistance de nombreux petits exploitants agricoles sont mis à mal par des investissements nécessitant des terres pour la construction d'infrastructures, l'agrobusiness ou d'autres projets économiques. Les agriculteurs les plus vulnérables sont ceux qui ne possèdent pas de documents attestant de leurs droits, et notamment les peuples autochtones

qui vivent dans les zones forestières de montagne et utilisent les ressources selon des pratiques coutumières.

Le projet Mekong Region Land Governance (MRLG) promeut la mise en œuvre de politiques foncières plus justes et équitables pour améliorer la sécurité foncière des petit-e-s exploitant-e-s agricoles. Mis en œuvre par Land Equity International en partenariat avec le Gret, le projet MRLG construit des alliances avec les gouvernements, les sociétés civiles, le secteur privé et les acteurs de la recherche. L'objectif : faire progresser les politiques en vue d'une meilleure reconnaissance et protection des droits fonciers coutumiers et promouvoir des investissements agricoles responsables.

En huit ans, le projet a construit un réseau d'une centaine de partenaires et renforcé leur capacité à contribuer aux réformes des politiques foncières aux niveaux régional et national. Au Vietnam, par exemple, ses partenaires ont permis à plusieurs communautés rurales de faire reconnaître leurs droits sur les forêts locales dans le cadre de la nouvelle loi forestière. Et des directives pour la reconnaissance des droits fonciers coutumiers en zone forestière, élaborées avec l'appui des partenaires du projet, ont été approuvées en 2022 par les ministres de l'Agriculture et des Forêts de l'ASEAN.

Le projet se poursuivra pour une troisième phase (2023-2025) afin de consolider les résultats obtenus et assurer la continuité et la pérennité des alliances d'acteurs.

2018-2022 (phase 2) | Budget : 13,7 M\$ | Financement : BMZ, Gouvernement du Luxembourg, SDC | Partenaires : GIZ, LEI

MULTIPAYS

DÉPLOIEMENT DES « ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES » : QUELLES CONSÉQUENCES ?

Le Comité technique « Foncier & développement », animé par le Gret, accompagne les réflexions des acteurs stratégiques des politiques foncières dans les pays du Sud. En 2022, s'est achevé un vaste chantier, piloté par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), visant à appréhender les conséquences du déploiement continu des zones économiques spéciales (ZES).



L'objectif était de tirer des enseignements, formuler des recommandations pour encadrer leur développement et, plus largement, accompagner le développement des territoires ruraux.

Les ZES sont des zones géographiques situées à l'intérieur d'un pays, où les règles commerciales sont différentes de celles qui prévalent dans le reste du territoire national. Considérée comme un modèle de développement économique par nombre d'acteurs internationaux, l'approche a déjà été appropriée par une centaine de pays. Ces zones se développent depuis quelques années en Afrique, où 237 ZES auraient été créées, tandis que 51 autres seraient en cours de création, d'après la CNUCED. À ce jour, plus d'une centaine de lois relatives à des ZES ont été adoptées à travers le monde. Leur promulgation permet aux États de recouvrir la maîtrise foncière sur des zones habitées par les paysan-ne-s peu ou pas protégé-e-s juridiquement. Au nom de l'intérêt public, les autorités acquièrent ainsi des terres jugées stratégiques, exproprient les petits agriculteurs et favorisent l'installation d'entreprises étrangères ou nationales. Ces zones font souvent l'objet de régimes d'exception pouvant avoir des impacts importants en matière de foncier, de fiscalité, de droit du travail ou de l'environnement, par exemple.

Ce chantier a été clôturé avec l'organisation d'un webinaire international et la publication d'un ouvrage collectif porté par le Comité technique « Foncier & développement » (voir encadré ci-contre).

2020-2022 | Budget : 90 K€ | Financement : AFD | Partenaires : Cirad, Enda Pronat, IIED, UGB



PUBLIÉS EN 2022

Zones économiques spéciales et foncier : tendances globales et incidences locales au Sénégal et à Madagascar, Comité technique « Foncier & développement »

→ À retrouver sur foncier-developpement.fr/publication

Restoring Land Rights: Pathways for the recognition of customary tenure in Myanmar, MRLG

→ À retrouver sur mrlg.org/publications



↗ Visite de terrain dans le village de Yai, province de Xiengkhouang au Laos (projet MRLG)

↗ Vue aérienne de la zone économique spéciale de Sandiara au Sénégal. © Enda Pronat

LES ACTIONS MENÉES EN 2022 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1 ET 5.



URGENCE CLIMATIQUE

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EST AVANT
TOUT UNE QUESTION DE JUSTICE SOCIALE

3 QUESTIONS À
GUILLAUME QUELIN,
RESPONSABLE CLIMAT
AU GRET



Le Gret a vocation à améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Comment cette mission s'articule-t-elle avec l'enjeu climatique ?

Nous savons qu'en matière d'adaptation, des solutions existeront toujours... à condition d'en avoir les moyens. Or, les personnes qui vivent dans les pays en développement sont les moins responsables du changement climatique et celles qui ont le moins de capacité à s'adapter. L'adaptation au changement climatique est donc avant tout un enjeu de justice sociale : trouver aujourd'hui des solutions avec celles et ceux qui n'en ont pas les moyens, c'est combattre les inégalités de demain.

Comment le Gret agit-il concrètement sur le terrain ?

Le Gret met en œuvre une stratégie de transition écologique appuyée par un réseau de référent·e·s au siège et dans tous ses pays de représentation. Elle vise à questionner de manière

transversale la prise en compte du climat et de la biodiversité dans l'ensemble de ses projets.

Nous menons des activités sur le terrain pour réduire les vulnérabilités et les impacts sur l'environnement, en portant

une attention toute particulière à la participation des citoyen·ne·s et de la société civile. Nous testons actuellement, dans le cadre de formations par apprentissage en Mauritanie et au Mali, un jeu qui interroge les vulnérabilités et les impacts de filières-métiers comme la menuiserie. Nous aidons les communautés à identifier des options d'adaptation en produisant des analyses de vulnérabilité, comme pour la biosphère de Ziama, en Guinée forestière. Nous réalisons aussi les bilans carbone d'activités que nous soutenons, dans le domaine des déchets ou de la construction.

Nous agissons également sur les politiques publiques : au Togo, nous avons accompagné 73 communes afin qu'elles intègrent les enjeux climatiques dans leurs plans de développement locaux. En Tunisie, nous avons contribué au processus d'élaboration du Plan national d'adaptation au changement climatique.

Quelles sont les défis pour l'avenir ?

L'intégration de l'adaptation au changement climatique demande du temps et des moyens. Du temps de concertation avec les communautés, déjà, pour mettre en débat les données scientifiques et trouver avec elles des solutions. Car nous pensons que c'est à elles de décider où placer le curseur entre un changement réactif, pour tenter de continuer « comme avant », et un changement plus transformatif qui métamorphose des trajectoires de développement. Mais les financements pour réaliser ce type de démarche – dont la durée dépasse celle d'un projet classique – sont encore, hélas, difficiles à trouver.

Des moyens sont également nécessaires pour interroger, plus systématiquement, l'évolution du climat dans les projets de développement en général. Il est crucial qu'ils soient dimensionnés dès aujourd'hui pour répondre aux impacts socio-économiques qui seront engendrés par les crises climatiques futures. Autrement, le risque de maladaptation est réel.

Un autre enjeu est celui de la formation et du partage d'informations et d'expériences entre acteurs du développement. Il est important de pouvoir offrir des espaces qui le permettent, à l'image de la Commission climat et développement de Coordination Sud, animée par le Gret.



GENRE

La prise en compte des dynamiques de genre et la lutte contre les inégalités femmes-hommes font partie des principes d'action du Gret. L'organisation s'est fixé comme objectif de décliner la question du genre de façon transversale, dans l'ensemble de ses projets. Le Gret se dote pour cela d'outils opérationnels et forme régulièrement ses équipes à l'approche genre afin de concevoir et mener des actions pour faire évoluer les rôles et les relations de genre vers plus d'égalité.

La lutte contre les inégalités femmes-hommes est, par exemple, l'un des grands axes du projet Aintsoa¹ lancé en 2022 à Madagascar en partenariat avec l'entreprise sociale Nutri'zaza, qui agit sur les causes sous-jacentes de la

¹ Voir page 29 de ce rapport.



malnutrition. Dans ce cadre, les équipes du Gret œuvrent, notamment, à impliquer davantage les jeunes hommes et les pères dans la prise en charge de l'alimentation et des soins des enfants, mais aussi dans les questions liées à l'hygiène publique, en levant le tabou autour des menstruations.

Le Gret mène également des projets spécifiques en faveur de l'empowerment et des droits des femmes. C'est le cas au Vietnam, où il poursuit son travail pour l'amélioration des conditions de vie des femmes migrantes, ouvrières des filières textiles dans les zones industrielles de Khai Quang et Nam Sach, au nord du pays. Ce projet vise à renforcer leurs capacités de leadership afin qu'elles puissent défendre leurs droits. En parallèle, les équipes mènent un plaidoyer pour réformer le cadre légal du travail des femmes.

Il conduit aussi des études pour permettre à d'autres organisations d'établir des plans d'action en faveur de l'égalité de genre. En 2022, le Gret a réalisé un rapport commandé par CFI sur l'égalité des genres dans les médias africains. L'étude analyse les enjeux d'inégalités, les discriminations sexistes et les violences basées sur le genre, et propose une stratégie et des recommandations pour y remédier et répondre aux besoins des actrices de ce secteur.

ÉCONOMIE ET FINANCE
INCLUSIVES

Les initiatives du Gret favorisent l'entrepreneuriat, et plus globalement le développement de l'économie dans ses dimensions sociales et solidaires. Au-delà du cadre financier convention-



nel, la finance et plus largement l'économie inclusive permettent l'accès à des services essentiels. Elles donnent notamment la possibilité à celles et ceux qui n'ont pas accès au secteur financier traditionnel, d'obtenir des crédits afin de financer des activités économiques. Il s'agit d'un enjeu fort pour les pays en développement.

Le Gret utilise le financement comme un outil au service du développement d'autres secteurs, et concentre ses actions innovantes autour de la finance rurale et agricole, l'entrepreneuriat des jeunes, l'appui aux TPME, l'accès à l'eau et l'assainissement, et l'économie verte. Au Sénégal, le Gret a permis à plus de 1 500 jeunes de créer ou développer leur entreprise grâce à un dispositif d'accompagnement associant services non financiers et financiers. Au Burkina Faso, il intervient dans un projet d'amélioration de l'accès aux services d'assainissement par la formation d'entrepreneurs locaux à la production d'équipements et la mise en place d'un fonds de subvention dédié aux ménages vulnérables pour qu'ils accèdent aux infrastructures. En Guinée, il appuie le financement de projets innovants d'entreprises ou d'investissement en agriculture grâce à l'instauration et à la gestion d'une facilité de subvention couplée à un accompagnement à la recherche de fonds externes.

Le Gret renforce aussi des institutions financières en leur apportant un appui technique afin qu'elles répondent aux besoins de financement de PME souvent informelles ou, plus généralement, des acteur·rice·s exclu·e·s du secteur financier traditionnel. Au Myanmar, le Gret accompagne la société de microfinance Thitsar Ooyin, dont il est également actionnaire et membre du conseil d'administration. Cette société a pour mission de fournir des services financiers à des agriculteurs et petits entrepreneurs vivant dans des régions rurales et isolées pour les aider à financer leurs projets économiques. En 2022, il l'a soutenue dans un contexte sanitaire et socio-politique particulièrement difficile. ■

➤ Forêt de Ziama en Guinée forestière.

➤ Étude sur l'égalité des genres dans les médias africains. © CFI

➤ Commerçante soutenue par Thitsar Ooyin au Myanmar.



↑ Visite d'un espace de reboisement en Guinée forestière.

NOTRE ORGANISATION

FACE À LA MULTIPLICATION DES CRISES, DES ÉQUIPES CONFIAN TES ET DÉTERMINÉES

À l'instar de nombreuses ONG de développement, notre organisation se trouve, depuis quelques années déjà, impactée par les évolutions géopolitiques en cours sur plusieurs de nos terrains d'intervention, notamment au Sahel, au Myanmar et en Haïti.

La mise en œuvre de projets sur lesquels nous sommes déjà engagés se heurte en effet de plus en plus à des problèmes de sécurité. Le lancement de nouveaux projets fait lui aussi souvent débat. Dans ces contextes, nous nous posons désormais sans cesse la même question : comment continuer à lutter contre les inégalités, à innover et à œuvrer dans l'intérêt des plus vulnérables, tout en garantissant de réelles conditions de sécurité à nos équipes et à nos partenaires opérationnels ?

Malgré l'appui de nos partenaires financiers – qui sont eux aussi bien conscients des risques –, nous nous sentons parfois seuls sur le terrain. Mais même lorsque la situation est mouvante et l'issue incertaine, les équipes du Gret restent soudées et déterminées. Elles réinventent leurs modalités d'intervention et font preuve de véritables capacités d'adaptation. Elles sont aussi forces de proposition en mettant en œuvre des stratégies de développement originales qui allient la volonté d'améliorer les conditions de vie des populations tout en contribuant à la cohésion sociale, sans quoi rien n'est possible.

Face à ces contextes de crise qui soulèvent bien des difficultés, la force du Gret est de pouvoir s'appuyer sur des équipes de professionnel-le-s de terrain et un réseau de partenaires riche et diversifié qui lui permettent d'affronter, avec les populations, la complexité des situations.



Luc Arnaud,
directeur général du Gret

UNE GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉE

Le Gret est une association internationale composée de 237 membres, pour la plupart issu-e-s de ses pays de représentation.

Les grandes orientations sont prises par l'assemblée générale qui réunit deux fois par an l'ensemble des membres de l'association. Celle-ci est composée à la fois de membres titulaires – salarié-e-s du Gret ayant décidé de poursuivre leur engagement opérationnel dans

un engagement associatif –, et de membres associé-e-s – personnes physiques et morales, publiques ou privées qui adhèrent à l'objet de l'association.

L'assemblée générale élit un conseil d'administration dont le ou la président-e est élu-e pour quatre années renouvelables. Les membres de l'association désignent également leur directeur général, pour un mandat de quatre ans renouvelable. ■

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES EXTERNES

Henry de Cazotte
Président
Ancien directeur à l'AFD

Iharizaka Rahaingoson
Trésorier
Chef d'entreprise

Aude Flogny
Ancienne directrice du département de gestion de portefeuille et des appuis spécialisés – AFD, chargée de mission Metis Fund – AFD

Béatrice de Durfort
Ancienne déléguée générale du CFF, présidente de Diptic Durfort-Ilutiu Stratégies

Bérangère Quincy
Diplomate

Chantal Monvois
Ancienne déléguée générale de la Fondation AgroParisTech

Daniel Henrys
Consultant indépendant en Haïti

Myriam Bincaille
Ancienne déléguée générale de la Fondation Suez

Pierre Jacquemot
Diplomate, essayiste et universitaire

Sébastien Mosneron Dupin
Chef du service de la commission des affaires économiques du Sénat

MEMBRES REPRÉSENTANT-E-S ÉLU-E-S DU PERSONNEL

Damien Lagandré
Représentant du Gret pour l'Asie du Sud-Est

Iba Mar Faye
Représentant du Gret Sénégal

Juliette Darlu
Responsable de projets Énergie

OBSERVATEUR-RICE-S

Émilie Klander
Déléguée aux affaires publiques du Cirad

Henri Rouillé d'Orfeuil
Ingénieur agronome, membre fondateur du Gret

Philippe Collin
Ancien président d'AVSF, ancien porte-parole de la Confédération paysanne

Sophie Lerouvillois
Chargée de gestion RH/Paie

Il existe également au sein du Gret d'autres instances, et notamment :

UN COMITÉ D'AUDIT

animé par Martine Huneau
Iharizaka Rahaingoson
Chef d'entreprise

Muriel Leclercq
Personnalité extérieure qualifiée

Sophie Lerouvillois
Chargée de gestion RH/Paie

UN COMITÉ D'ÉTHIQUE

en lien avec les partenariats privés

animé par Agathe Cousin
Henry de Cazotte
Président

Luc Arnaud
Directeur général

Clémence Boule-Martinaud
Responsable de programme santé et nutrition

Samassa Nalla
Représentant du Gret au Mali

UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE ET SOUDÉE

Au 31 décembre 2022, 789 professionnel-le-s déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnel-le-s se répartissaient ainsi :

- 632 salarié-e-s sous contrat de droit local dans les pays d'intervention ;
- 114 salarié-e-s au siège ;
- 34 salarié-e-s expatrié-e-s ;
- 9 volontaires de solidarité internationale. ■

RÉPARTITION DES SALARIÉ-E-S PAR PAYS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

- France → 148
- Madagascar → 123
- Burkina Faso → 85
- Mauritanie → 72
- Myanmar → 58
- Guinée → 51
- Sénégal → 50
- Haïti → 43
- Niger → 38
- Congo → 36
- Cambodge → 29
- Mali → 25
- Laos → 10
- Togo → 10
- Vietnam → 6
- RCA → 5



NOTRE BUDGET

EN 2022 :

48
MILLIONS
D'EUROS

La guerre en Ukraine, la crise énergétique et l'inflation qui en ont découlé, mais aussi des événements climatiques extrêmes et le regain de tensions géopolitiques, auront partout dans le monde marqué l'année 2022. **Nos terrains d'intervention ont eux aussi été touchés**, accentuant les besoins de solidarité et de coopération.

Ces facteurs, conjugués à des ancrages locaux solides et une capacité à gérer des interventions de plus en plus lourdes et complexes, expliquent une **année de développement particulièrement importante pour le Gret**. Il enregistre ainsi – avec l'année 2017 – son plus fort taux de croissance (21,7 %) et établit sa production à 48 M€, contre 39 M€ en 2021.

Sur un autre plan, cette croissance – témoin d'une implication forte de ses équipes – met en évidence une **baisse générale de sa rémunération pour les actions entreprises**. En ressort un excédent brut d'exploitation (EBE) dégradé sur l'exercice (- 757 K€ en 2022, contre 415 K€ en 2021). Notre résultat financier et notre résultat exceptionnel viennent améliorer cette situation, mais le Gret clôture néanmoins son exercice avec un résultat net final de - 500 K€. Ses fonds propres (4,8 M€ au 31/12/22) lui permettent d'amortir ce résultat, mais accroissent la nécessité d'un meilleur équilibre de ses actions pour les années à venir.

Comme chaque année, les comptes du Gret ont été vérifiés et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes Doucet, Beth & Associés. ■

RÉPARTITION DES BUDGETS 2022 PAR PAYS



60 %
AFRIQUE

Burkina Faso : 15 %
Congo : 4 %
Guinée : 4 %
Madagascar : 11 %
Mali : 3 %
Mauritanie : 8 %
Niger : 7 %
Sénégal : 7 %
Togo : 1 %

9 %
CARAÏBES



Haïti : 9 %

8 %
ASIE DU SUD-EST



Cambodge : 4 %
Laos : 1 %
Myanmar : 3 %

23 %

AUTRES PAYS
ET MULTI-PAYS

RÉPARTITION DES BUDGETS 2022 PAR ACTIVITÉ



90 %
PROJETS
DE TERRAIN



5 %
EXPERTISES
ET MISSIONS
COURTES



4 %
ÉTUDES,
RECHERCHE ET
CAPITALISATION



1 %
ANIMATION
ET FORMATION

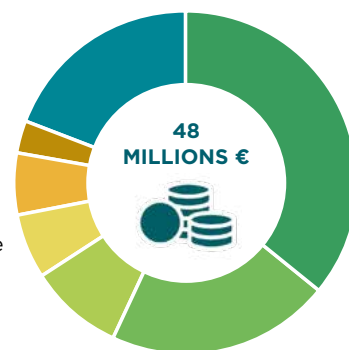
ORIGINE DES FINANCEMENTS

FINANCEMENTS PUBLICS : 81 %

- 36 %** Agence française de développement
- 21 %** Union européenne
- 9 %** Financements Sud
- 6 %** Autres fonds
- 6 %** Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et fonds publics français
- 3 %** Coopération décentralisée

FINANCEMENTS PRIVÉS :

- 19 %** Fondations d'entreprises et autres organisations



COMPTE DE RÉSULTAT 2022 EN MILLIERS D'EUROS

	2022	%	2021	%
Ventes de livres	0	0 %	0	0 %
Production de biens et de services	47 520	97,4 %	38 914	97,4 %
Production scientifique	744	1,5 %	735	1,8 %
Autres produits	543	1,1 %	305	0,8 %
Total production	48 807	100 %	39 954	100 %
Charges directes sur activités	- 39 694	- 81,3 %	- 31 421	- 78,6 %
Coût personnel direct sur activités	- 5 562	- 11,4 %	- 4 567	- 11,4 %
Coût personnel de support sur activités	- 706	- 1,4 %	- 580	- 1,5 %
Total consommation	- 45 962	- 94,2 %	- 36 569	- 91,5 %
Marge brute sur activité	2 845	5,8 %	3 386	8,5 %
Coût personnel indirect	- 2 560	- 5,2 %	- 2 102	- 5,3 %
Frais généraux siège	- 1 042	- 2,1 %	- 869	- 2,2 %
Total coût de structure	- 3 602	- 7,4 %	- 2 971	- 7,4 %
Excédent brut d'exploitation	- 757	- 1,6 %	414	1 %
Reprise sur risques et charges	846	1,7 %	883	2,2 %
Provisions pour risques et charges	- 475	- 1 %	- 1 037	- 2,6 %
Autres charges	- 253	- 0,5 %	- 41	- 0,1 %
Résultat d'exploitation	- 640	- 1,3 %	219	1 %
Résultat financier	105	0,2 %	28	0,1 %
Résultat exceptionnel	35	0,1 %	- 101	- 0,3 %
Impôt sur bénéfice	0	0 %	0	0 %
Résultat net avant affectation	- 500	- 1 %	145	0,4 %
Fonds dédiés	0	0 %	0	0 %
RÉSULTAT NET	- 500	- 1 %	145	0,4 %

BILAN 2022 EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2022	2021
Immobilisations corporelles et incorporelles	106	87
Immobilisations financières	8	3
Participations	933	1 146
Total immobilisation	1 047	1 236
Encours de production	115 363	99 524
Clients et autres créances	13 313	7 835
Avances versées sur projets	3	766
Actif circulant	128 678	108 125
Disponibilités	17 178	16 873
Charges constatées d'avance	82	79
Écart de conversion actif	0	0
TOTAL ACTIF	146 986	126 314

PASSIF	2022	2021
Fonds associatifs et réserves	5 300	5 155
Résultat	- 500	145
Fonds dédiés	0	0
Total fonds propres	4 801	5 300
Provisions	1 006	1 300
Dettes à long terme	0	0
Capitaux permanents	5 807	6 600
Fournisseurs et autres dettes	10 461	5 494
Dettes fiscales et sociales	1 618	1 432
Passif circulant	12 079	6 926
Produits constatés d'avance	129 100	112 788
Écarts de conversion passif	0	0
TOTAL PASSIF	146 986	126 314



DIFFÉRENTES FAÇONS DE SOUTENIR LE GRET

POUR CONTINUER À AGIR EN TOUTE AUTONOMIE EN FAVEUR D'UN MONDE PLUS JUSTE ET PLUS DURABLE, LE GRET DIVERSIFIE SES RESSOURCES. DEPUIS QUELQUES ANNÉES, IL S'OUVRE AUX DONS DES PARTICULIERS ET, VIA SON FONDS D'APPUI, AUX LIBÉRALITÉS.

LE FONDS D'APPUI DU GRET

Reconnu d'intérêt général en France, le GRET bénéficie également du certificat *Foreign public equivalency determination ED* qui lui permet de recevoir des financements privés américains.

- ↑ Projet soutenu par le Fonds d'appui du GRET au Cambodge.
- Éco-construction de blocs sanitaires au Congo.
- Cantine scolaire de Tsihombe Anja à Madagascar.

Le fonds d'appui du GRET soutient des initiatives innovantes permettant d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, de promouvoir la justice sociale et de préserver l'environnement. Depuis sa création en 2011, il a financé **35 projets**, grâce à sa dotation et au soutien de donateurs. En 2022, le fonds d'appui a axé son appel à projets annuel sur la **transition écologique**, sous un angle particulier : l'intégration plus systématique des enjeux écologiques dans les projets de développement. **Trois nouveaux projets du GRET ont été soutenus**, pour un budget total de **125 000 euros**. Ils témoignent de la diversité des leviers utilisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans des secteurs d'intervention allant de l'assainissement à la prévention de la malnutrition.

RÉDUIRE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT

Au Congo et au Sénégal, les équipes du GRET vont expérimenter des techniques d'éco-conception et d'éco-construction de latrines et de blocs sanitaires à partir de matériaux locaux et biosourcés. Des ouvrages pilotes seront ensuite construits par des opérateurs d'assainissement et adaptés aux besoins des usager-e-s. Pour en favoriser la diffusion, le GRET mènera une analyse comparative entre ces méthodes et les techniques conventionnelles de construction utilisant le ciment et le béton, très consommatrices en ressources et en énergie. Elle prendra notamment en compte plusieurs critères : coût et qualité des infrastructures, ergonomie, appréciation des utilisateur-riche-s et, bien sûr, leur empreinte écologique.

Les résultats seront diffusés auprès des opérateurs techniques locaux et des équipes internationales du GRET, pour améliorer l'empreinte écologique des infrastructures d'assainissement dans huit pays.

ÉVALUER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX D'UNITÉS DE FABRICATION AGROALIMENTAIRES

Au Niger, le Fonds soutient l'évaluation des impacts environnementaux liés à la construction et au fonctionnement d'une unité de production de farines infantiles fortifiées. Cette étude comprend une mesure de l'empreinte carbone et une analyse de l'impact des activités de l'unité sur la biodiversité.

Le soutien à la production de produits fortifiés fabriqués localement et accessibles à tou-te-s est l'un des leviers utilisés par le GRET pour lutter contre la malnutrition. Si les impacts de ces initiatives sur la santé et le développement économique local sont reconnus, leurs effets sur le climat ou la biodiversité n'ont encore jamais été évalués. Cette étude permettra donc d'améliorer, à terme, l'impact des dizaines de petites entreprises appuyées par le GRET au Sahel.

AMÉLIORER LES MÉTHODES DE CUISSON DANS LES ÉCOLES ET LES CENTRES COMMUNAUTAIRES

À Madagascar, le Fonds finance un projet dans l'Androy, région semi-aride, qui connaît des épisodes de sécheresse à l'origine de graves crises alimentaires. Dans cette région, les familles et les organisations sociocommunautaires utilisent le bois et le charbon de bois pour cuisiner les aliments, avec des impacts sur la déforestation et les émissions de GES, mais aussi sur la santé.

Pour répondre à ces enjeux, le fonds appuie la mise au point de méthodes de cuisson améliorée dans les écoles et les centres d'accueil des enfants et des mères, ainsi que la sensibilisation des familles aux enjeux écologiques liés à la cuisson. Le projet permettra d'améliorer les techniques de cuisson dans les futurs programmes de nutrition portés par le GRET. ■



FAIRE UN LEGS AU GRET

Le fonds d'appui du GRET est habilité à recevoir des legs, des donations et des assurances vie. Les dons sont exonérés de droits de mutation : 100 % des sommes transmises sont affectées aux missions sociales du GRET. Ce mode de soutien est précieux pour l'association : il lui permet d'agir sur le long terme, au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Le fonds dispose d'un service dédié, permettant de guider dans leurs démarches celles et ceux qui voudraient imaginer un projet de succession qui fasse sens. ■

« À plus de 70 ans, il convenait que je commence à préparer ma succession, d'autant que je souhaitais lui donner du sens en la consacrant à ce qui fut au cœur de mes préoccupations professionnelles : accompagner des projets de développement rural dans des pays en développement. Trouver un organisme susceptible d'accompagner une telle démarche ne fut pas une chose facile. Heureusement, j'avais connu le GRET au début des années 1980, à travers ses célèbres fiches... »

Daniel, 70 ans, testateur du GRET

EN VOUS ENGAGEANT AVEC LE GRET, VOUS AGISSEZ POUR FAIRE RECULER LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS ET POUR AIDER DES MILLIERS DE FEMMES ET D'HOMMES À CONSTRUIRE DES SOCIÉTÉS PLUS RÉSILIENTES.

- FAIRE UN DON gret.org/nous-soutenir/faire-un-don
- FAIRE UN LEGS transmettre.gret.org



PROTÉGER LES FORÊTS DE L'ÎLE DE SAINTE-MARIE

UNE CAMPAGNE D'ARRONDI RÉUSSIE

GRÂCE À MAISONS DU MONDE FOUNDATION

Entre juillet et novembre 2022, les client·es des magasins Maisons du Monde ont eu la possibilité, lors de leur passage en caisse, d'arrondir le montant de leurs achats de quelques centimes pour soutenir le Gret et ses efforts de préservation en faveur des forêts et de la biodiversité de l'île de Sainte-Marie, à Madagascar.

L'opération a ainsi permis de collecter plus de 139 000 euros. Ces dons permettront notamment de mener des actions de conservation et de restauration de deux forêts naturelles de l'île de Sainte-Marie. Mais aussi d'accompagner les habitant·es dans le développement d'activités agroécologiques et de poser les premiers jalons pour la mise en place d'une aire protégée marine et terrestre gérée conjointement par l'État et les habitant·es de l'île.

↓ Pépinière sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar (projet Tsara Kobaby).

“ L'une des forces du projet du Gret sur l'île de Sainte-Marie, à Madagascar, réside dans sa capacité à impliquer et autonomiser les populations locales dans le processus de préservation des forêts. C'est avec fierté que nous soutenons ce projet depuis sept ans maintenant. ”

Charlotte Jonchère, responsable développement de Maisons du Monde Foundation

Cette opération solidaire a été menée à la suite du « Vote coup de cœur des collaborateurs » de l'entreprise d'ameublement nantaise dont l'objectif était de choisir les projets bénéficiant d'une collecte de fonds pour la période 2022-2023. Elle vient compléter le soutien financier de Maisons du Monde Foundation, partenaire depuis son origine du projet Tsara Kobaby, qui accompagne les habitant·es de Sainte Marie pour garantir une gestion durable des ressources naturelles de l'île, en mettant en œuvre une approche par les *communs*. ■



ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE EN 2022

BAILLEURS PUBLICS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- > AFD – Agence française de développement
- > Ambassade de France à Madagascar
- > Ambassade de France en Mauritanie
- > Ambassade de France au Laos
- > BAfD – Banque africaine de développement
- > Banque asiatique de développement
- > Banque mondiale
- > CAFI – Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale
- > CEDEAO – Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- > Enabel – Agence belge de développement
- > Expertise France
- > FFEM – Fonds français pour l'environnement mondial
- > FMO – Société néerlandaise de financement du développement
- > GGGI – Global Green Growth Institute
- > GIZ – Agence de coopération internationale allemande pour le développement
- > Gouvernement de la Principauté de Monaco
- > KfW – Établissement allemand de crédit pour la reconstruction
- > LIFT – Livelihoods and Food Facility Trust Fund
- > LuxDev – Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- > Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (France)
- > Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
- > NORAD – Agence norvégienne pour le développement international
- > Office français de la biodiversité
- > OIT – Organisation internationale du travail
- > ONU-Habitat
- > PAM – Programme alimentaire mondial
- > PNUD – Programme des Nations unies pour le développement
- > Proparco
- > RVO – Agence néerlandaise pour l'entreprise
- > UE – Union européenne
- > UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance
- > UNOPS – Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
- > USAID – Agence des États-Unis pour le développement international

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISATIONS PUBLIQUES

- > ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- > Agence de l'eau Adour-Garonne

- > Agence de l'eau Loire-Bretagne
- > Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- > Agence de l'eau Seine-Normandie
- > AgroParisTech
- > AIMF – Association internationale des maires francophones
- > Bordeaux métropole
- > Conseil départemental des Hauts-de-Seine
- > CIRAD – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- > Communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse
- > Eau publique du Grand Lyon
- > Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane
- > EPFL – École polytechnique fédérale de Lausanne
- > Grand Paris Sud
- > Institut Agro Montpellier
- > IRAM – Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
- > Métropole Aix-Marseille-Provence
- > Métropole de Lyon
- > Montpellier Méditerranée Métropole
- > Région Centre-Val de Loire
- > SEDIF – Syndicat des eaux d'Île-de-France
- > Société du Canal de Provence
- > SYCTOM – Agence métropolitaine des déchets ménagers
- > Université Bordeaux Montaigne
- > Université Gustave Eiffel
- > Ville de Creil
- > Ville de Paris

INSTITUTIONS ET POUVOIRS PUBLICS DANS LES PAYS D'INTERVENTION

- > CGLUA – Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique
- > Délégation générale aux grands travaux du ministère de l'Aménagement du Territoire (République du Congo)
- > Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau (Sénégal)
- > Direction nationale du Génie rural (Guinée)
- > MOWRAM – Ministère des Ressources en eau et de la Météorologie (Cambodge)
- > NCCDS – Comité national pour le développement démocratique sous-national (Cambodge)
- > OAPI – Organisation africaine de la propriété intellectuelle
- > OFOR – Office des forages ruraux (Sénégal)

- > ONAS – Office national de l'assainissement du Sénégal
- > PADS – Programme d'appui au développement sanitaire (Burkina Faso)

FONDACTIONS ET ENTREPRISES

- > Aqua for All
- > Bill & Melinda Gates Foundation
- > Crowe Réunion audit and consulting
- > Fondation Abbé Pierre
- > Fondation Audemars Piguet
- > Fondation Avril
- > Fondation Bel
- > Fondation de France
- > Fondation Eurofins
- > Fondation GoodPlanet
- > Fondation Prince Albert II de Monaco
- > Fondation Raja-Danièle Marcovici
- > Fondation Setec
- > Fondation Suez
- > Fondation Valorem – Watt for Change
- > Fondation Weave our Future (WOF)
- > Hanns Seidel Stiftung
- > Maisons du Monde Foundation
- > PwC AFSS
- > Stone Family Foundation
- > The Waterloo Foundation
- > Tysilio

ASSOCIATIONS

- > Action Éducation
- > AFEID – Association française pour l'eau agricole, une irrigation et un drainage durables
- > Association Kéré
- > CFSI – Comité français pour la solidarité internationale
- > Charity Water
- > Cités Unies France
- > CRS – Catholic Relief Services
- > CSI – Coopération et solidarité internationale
- > Eau et Vie
- > FONJEP – Fonds de la coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
- > IECD – Institut européen de coopération et de développement
- > Oshun Sénégal
- > pS-Eau
- > TDH – Terre des hommes
- > Young Water Solutions

LISTE DES PRODUCTIONS DU GRET EN 2022

OUVRAGES

Bichard A., *Se nourrir en ville au Sahel : étude des pratiques d'alimentation des femmes et jeunes enfants à Ouagadougou, Niamey et Bamako*, Éditions du Gret, 2022, 166 p., Comprendre, agir & partager, n° 6.

Comité technique « Foncier & développement », Cotula L., Berger T., Burnod P., Faye E.H., Seck S.M., **Benkahla A.** (éd.), *Zones économiques spéciales et foncier : tendances globales et incidences locales au Sénégal et à Madagascar*, CTFD, 2022, 102 p.

Erni C., **Deligne A.**, *Restoring land rights: Pathways for the recognition of customary tenure in Myanmar*, Yangon, Promotion of Indigenous and Nature Together (POINT), Mekong Region Land Governance (MRLG), 2022, 56 p., Thematic Study #13.

Gilbert M., Makita Bati F., Régeard N., *La gestion des déchets dans la ville de Dolisie au Congo : faire commun autour d'un service municipal?*, Éditions du Gret, 2022, 48 p., Carnet Faire commun, n° 2.

Kibler J.-F. (dir.), *Forêts villageoises et filières bambou dans les montagnes du Nord Laos : inscrire des communs dans les politiques publiques?*, Éditions du Gret, 2022, 46 p., Carnet Faire commun, n° 1.

Kibler J.-F., Fétiveau J., Duret R., *Un périmètre agroforestier en République démocratique du Congo : d'un projet de développement à l'émergence d'un commun?*, Éditions du Gret, 2022, 56 p., Carnet Faire commun, n° 3.

Villemin A., Ngom M., **Faye I.M., Benkahla A.**, *Accompagner la transition agroécologique avec les organisations paysannes : retour d'expériences du projet Terria au Sénégal*, Éditions du Gret, 2022, 56 p., Cahier projet.

NOTES DE SYNTHÈSE

Bacos F., *Intégrer des jeunes en situation de vulnérabilité dans un parcours FIP - Formation et insertion professionnelle : prendre la mesure de la vulnérabilité pour en diminuer l'impact*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse Parein, n° 1.

Bacos F., *Faire évoluer la formation professionnelle : à l'intersection entre la situation de vulnérabilité des jeunes, l'offre de formation existante et la réalité du marché du travail*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse Parein, n° 2.

Bacos F., *Accompagner vers l'insertion : renforcer les compétences à la vie professionnelle et favoriser l'accès aux ressources existantes*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse Parein, n° 3.

Baudouin N., Le Corre M., Le Jeune T., *Le programme Mirep, ou comment impliquer le secteur privé lao*

dans la gestion des services d'eau potable, Gret, 2022, 8 p., Note de synthèse - Programme Mirep.

David F. (coord.), *La régulation des services, une affaire de proximité!*, Gret, 2022, 4 p., Politiques et pratiques de développement, n° 26.

Desbleds L., Le Corre M., Juillet V., Gueye B., Durand E., Gilbert M., David F., Le Jeune T., *La recherche d'une synergie vertueuse des entrées « services » et « ressources » autour de l'eau : réflexions d'un opérateur de développement (Gret)*, Gret, 2022, 8 p., Note d'analyse.

Goudiaby M.-C., Benkahla A., *L'amélioration de la nutrition à travers l'alimentation scolaire*, Gret, 2022, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 7.

Goudiaby M.-C., Masse P., *Les enjeux de plaider sur la gouvernance alimentaire au Gret : positionnement aux niveaux national et international*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse Asanao, n° 5.

Goudiaby M.-C., Rakotomalala C., *Participation du Gret aux réseaux du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) : quels enseignements? Les cas du Cambodge, de Madagascar, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso*, Gret, 2022, 6 p., Note de synthèse Asanao, n° 6.

Levard L., *Les leçons de la récente flambée des cours mondiaux : se donner les moyens de lutter efficacement contre la volatilité des prix agricoles et alimentaires*, Coordination Sud, 2022, 10 p., Note d'analyse - C2A.

Mousours M., **Benkahla A.**, *Quel avenir pour le lait local en Afrique de l'Ouest?*, Gret, 2022, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 8.

Ouedraogo M., Levard L., *Évaluation de l'agroécologie dans les villages de Guiè et Douré (région du plateau central, Burkina Faso) : effets économiques et sociaux et conditions de développement des pratiques et systèmes agroécologiques à l'intérieur et à l'extérieur des bocages sahéliens*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse.

Ouedraogo M., Levard L., *L'expérience des périmètres bocagers de Guiè et Douré (région du plateau central, Burkina Faso) : rapport de capitalisation relatif aux périmètres impulsés depuis près de trois décennies par l'ONG Terre verte et l'AZN*, Gret, 2022, 4 p., Note de synthèse.

ARTICLES DANS DES REVUES SCIENTIFIQUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

Enten F., « L'IPC à l'épreuve du kéré : des pérégrinations d'un modèle voyageur en pays malgache », *Revue internationale des études du développement*, n° 248, 2022, p. 31-59.



Enten F., « Émotions, systèmes experts et réseaux sociaux chez les humanitaires : la mise en récit de famines imaginaires (Somalie 2017 et Yémen 2018) », *Études internationales*, vol. 51, n° 3, 2020, p. 429-453, mis en ligne le 26 janvier 2022.

Mbock Nemba A., **Croix (de la) K.**, Tomedi-Tabi Eyango M., David G., « À la rencontre des espaces halieutiques sur le littoral camerounais : comparaison entre les régions Littoral et Sud côtier », *Annales de géographie*, n° 744, 2022, p. 90-116.

Michaels T., Suong C., Chi C., Morm L., Mab P., Denis J., "Increasing access to piped water for poor households: an analysis of water connection subsidy projects implemented by the GRET", *H2Open Journal*, Vol. 5, No 4, 2022, p. 567-582.

Ngoutane R., Murray-Kolb L., Zoma R., Ouedraogo C., van Zutphen K.G., Bruning R., **Razakandrainy A.**, Ransom E., Kraemer K., Kodish S., "A comparative analysis of maternal nutrition decision-making autonomy during pregnancy in Burkina Faso and Madagascar - An application of the food choice process model", *Current Developments in Nutrition*, Vol. 6, Supplement 1, June 2022, p. 592.

Razafindratsima Y., Razakandrainy A., Fortin S., Ralison C., Mouquet-Rivier C., "Observation of traditional caregiver-infant feeding behaviours and porridge and energy intakes during one meal to define key messages for promoting responsive feeding in the Amparafaravola district, rural Madagascar", *Nutrients*, 14 (2), 361, 2022, 19 p.

AUTRES ARTICLES

David F., « La régulation des services, une affaire de proximité », *Centraider*, n° 51, 2022, p. 16-18.

Diallo H., Durand E., Ngor Sarr M., Juillet V., « La gestion intégrée des ressources en eau pour s'adapter aux changements climatiques : dynamique en cours dans la zone des Niayes au Sénégal », *Baromètre de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène 2022 - La sécurité de l'eau : enjeux, défis et solutions - édition spéciale 9^e Forum mondial de l'eau - Dakar*, 2022, p. 35.

Levard L., « L'impact des accords européens et internationaux sur le commerce des produits alimentaires », *Regards croisés*, n° 44, 2022, p. 27-29.

Rakotonirina A., Violas D., « Mise à l'échelle de l'agroécologie sur les hauts plateaux de Madagascar : l'intervention du Gret dans le bassin versant d'Ifanindrona, district d'Ambohimahasoa, région de Haute Matsiatra (projet Rhyvière II) », *Journal de l'Agroécologie - GSDM (Professionnels de l'agroécologie)*, n° 14, octobre 2022, p. 5-10.

CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

Castellanet C., Diepart J.-C., "Agrarian modernisation and counter land reforms: Ideologies and realities", in Hirsch P. et al. (eds), *Turning land into capital: Development and dispossession in the Mekong region*, University of Washington Press, 2022, p. 43-65.

Magrin G., **Rangé C.**, Koumraït Mbagogo A., Mahamadou A., Lemoalle J., Raimond C., « Recherche, expertise et développement : le difficile dialogue entre sciences sociales et politiques publiques autour du lac Tchad », in Peyroux E., Raimond C., Viel V., Lavie E. (dir.), *Développement, changements globaux et dynamiques des territoires : théories, approches et perspectives de recherche*, ISTE éditions, 2022, p. 287-302.

RAPPORTS D'EXPERTISE

Broutin C., Coulibaly I., Rodriguez Y., Sabo I., Diedhiou O., *Valorisation du lait local en Mauritanie*, Enabel, 2022, 159 p.

Caujolle A., Maigne Y., **Darlu J., Moreau E.**, *Capitalisation de projets de développement de mini-réseaux électriques en Afrique portés par des ONG*, Gret, Fondem, Geres, 2022, 65 p.

Ouedraogo M., Levard L., *Évaluation de l'agroécologie dans les villages de Guiè et Douré (région du plateau central, Burkina Faso) : effets économiques et sociaux et conditions de développement des pratiques et systèmes agroécologiques à l'intérieur et à l'extérieur des bocages sahéliens*, Gret, 2022, 107 p., Rapport d'évaluation.

Ouedraogo M., Levard L., *L'expérience des périmètres bocagers de Guiè et Douré (région du plateau central, Burkina Faso) : rapport de capitalisation relatif aux périmètres impulsés depuis près de trois décennies par l'ONG Terre verte et l'AZN*, Gret, 2022, 48 p., Rapport de capitalisation.

Quelin G., Darlu J., Flores E., Mayaux B., Sgro A., Tittel-Mosser F., *Mobiliser la diaspora pour la transition verte : pistes d'engagement dans le secteur de l'énergie et des déchets*, ICMPD, 2022, 62 p.

SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

Organisation de séminaires

Atelier national de partage d'expériences dans le cadre du programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle Asanao, organisé par le Gret et la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), à Conakry, 21-22 septembre 2022.

Atelier de réflexion sur les trajectoires des politiques foncières au Niger : état des lieux et pistes de travail, organisé par la Plateforme paysanne du Niger et le Gret/CTFD, Niamey, 29-30 mars 2022.

Atelier de réflexion sur les trajectoires des politiques foncières au Bénin, organisé par le Cebedes, la Npoppa, Synpa, l'Anoper et le Gret/CTFD, Cotonou, 18-19 mai 2022.

Série de webinaires dans le cadre de la convention programme Asanao 2, 2022 (voir p. 48).

Table ronde « Projets de développement de mini-réseaux électriques en Afrique : retours d'expérience d'ONG » organisée par la Fondem, le Geres et le Gret, Nogent-sur-Marne, 1^{er} décembre 2022.

Table ronde « Urbanisme transitoire : moteur ou gadget des villes durables? » organisée par le

Réseau des pépinières à l'occasion de la Semaine européenne du développement durable, 22 septembre 2022.

Troisième Journée d'étude Valbiau « Retour au sol de la matière organique dans les agricultures urbaines », organisée par le Gret, le laboratoire ESO du Mans université et la chaire partenariale Agricultures urbaines d'AgroParisTech, Nogent-sur-Marne, 7 décembre 2022.



WEBINAIRES sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, organisés par le Gret – programme Asanao 2

- « Participation du Gret aux réseaux du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) : quels enseignements ? », 2 juillet 2022. Avec C. Rakotomalala, J. Scholle, A. Razakandrainy, M.-C. Goudiaby, I. Laoualy, A. Bayili.
- « L'amélioration de la nutrition à travers l'alimentation scolaire », 1^{er} septembre 2022. Avec A. Benkahla, S. Avallone, I. Coulibaly, C. Broutin, A. Razakandrainy, A. Randrianarivo.
- « Quel avenir pour le lait local en Afrique de l'Ouest ? », 6 octobre 2022. Avec F. Enten, A. Lefèvre, H. Amadou, L. Levard, A. I. Diallo, M. M. Diori, G. Duteurtre.

Communications

Allaverdian C., *Le temps et les droits fonciers en Birmanie : modes de simplification par l'État des temporalités du foncier agricole*, session « It's time for... Le foncier agricole », UGI-IGU Paris 2022, Congrès du centenaire de l'Union géographique internationale « Le temps des géographes », 18-22 juillet 2022.

Allaverdian C., Fauveaud G., *Violence and the production of space: Which perspectives for spatial justice?* Session "Time for spatial justice?", UGI-IGU Paris 2022, Congrès du centenaire de l'Union géographique internationale « Le temps des géographes », 18-22 juillet 2022.

Allaverdian C., *Les terres « vacantes, en jachère et vierges » à travers l'espace et le temps : un outil au service de l'État autoritaire de la Birmanie*, session « La géopolitique locale au prisme du temps », pré-conférence de géographie politique et de géopolitique de l'UGI Paris, CNFG 2022, 16 juillet 2022.

Allaverdian C., *Authoritarian land management in time and space in Myanmar*, session "Authoritarian Space-Time", AAG Annual Meeting, New York, 25 février-1^{er} mars 2022.

Allaverdian C., Boutry M., *La recherche en contexte contraint : adaptation et expérience de la « force des choses » à travers le cas d'un projet de monitoring du Gret en Birmanie*, Rencontres du Groupe Recherche Birmanie (GRB), atelier « Pratiques d'enquête à distance », Campus Condorcet, Aubervilliers, 16 mars 2022.

Croix (de la) K., Rangé C., *Temporalités, synchronisation et contigence : les projets de développement peuvent-ils permettre de capturer les moments d'indétermination dans la construction d'une action collective porteuse de justice sociale?*, UGI-IGU Paris 2022, Congrès du centenaire de l'Union géographique internationale « Le temps des géographes », 18-22 juillet 2022.

Levard L., *Présentation de la méthode d'évaluation de l'agroécologie proposée par le GTAE et ses partenaires scientifiques :*
- Atelier régional ouest-africain sur les méthodes d'évaluation de l'agroécologie, organisé par la Cedead et la FAO, Abidjan, 26 juillet 2022.

- Désertif'actions, Montpellier, 5-7 octobre 2022.
- CCFD-Terre solidaire, 19 octobre 2022.
- Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), 10 novembre 2022.

Rangé C., *Crise et développement dans la région du lac Tchad*, 1st Annual International Forum on the Development of the Lake Chad Region, Abuja, 11-12 avril 2022.

Rangé C., *Le jeu foncier autour des récits globaux et la montée en puissance des violences*, Conférence Olivier Legrain Sciences et sociétés « Modernités africaines : conversations, circulations, décentremements », Paris, 9-11 juin 2022.

Rangé C., *Les partenariats N/S dans l'aide internationale : rapports asymétriques, concurrences et action publique. Retours d'expériences du Gret*, Carrefour des savoirs sur les partenariats Nord-Sud, Journée d'étude pour une pratique partenariale décolonisée, Louvain-la-Neuve, 14 novembre 2022.

Régeard N., *Géographies du genre et féministe : défi épistémologique et enjeu de réflexivité*, Les doctorales du réseau J.I. GEO, CNFG, Le Mans, 16-18 novembre 2022.

Régeard N., *Observer les circulations pour comprendre la circularité : valorisation des biodéchets et agricultures urbaines en République du Congo*, 7^{es} Rencontres des études africaines en France (REAF), Toulouse, 28 juin-1^{er} juillet 2022.

Participation à des tables rondes, animation d'ateliers

Allaverdian C., participation au panel "Continued research on and in Myanmar, Myanmar in a changing world", université Humboldt/Fondation Heinrich-Böll/Institut du Myanmar, Berlin, 2 septembre 2022.

David F., participation à la table ronde de l'atelier de formation et d'échanges « Coopération et solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement et l'hygiène : quels enjeux en termes de gouvernance ? », SO Coopération et pS-Eau, 17 janvier 2022.

Enten F., participation à la table ronde « Les modèles voyageurs : une ingénierie sociale du développement », IEDES et AFD, Paris, 31 mars 2022.

Enten F., participation à la table ronde « Circulations, migrations, normes et appartenances en mouvements », 7^{es} Rencontres des études africaines en France (REAF), Toulouse, 28 juin-1^{er} juillet 2022.

Kibler J.-F., Baron C., Gilbert M., Desbleds L., Enten F., animation de l'atelier « L'approche par les communs dans l'aide publique au développement », Lereps (Sciences Po Toulouse), 7^{es} Rencontres des études africaines en France (REAF), Toulouse, 28 juin-1^{er} juillet 2022.

Le Corre M., participation à la table ronde autour du film *La Grande Bataille des toilettes*, 18^e édition de Pariscience, festival international du film scientifique, Paris, 29 octobre 2022.

Le Jeune T., participation à la table ronde « Échanges autour de la participation citoyenne dans les projets eau et assainissement », Institut français, Dakar, 21 mars 2022.

Le Jeune T., participation à la table ronde « Les enjeux de l'hydrodiplomatie en Afrique », Conférence internationale sur la francophonie économique, université Cheikh Anta Diop, Dakar, 16 mars 2022.

Lebret M.-C., participation au webinaire "The Pha Khao Lao Agrobiodiversity Resource Platform Steering Committee", au

PARTICIPATIONS AU FORUM MONDIAL DE L'EAU Dakar, 21-26 mars 2022



- **Desbleds L., Guiochon E.**, organisation et modération de la table ronde « Comment dépasser le découpage ressources/services qui existe dans le secteur de l'eau ? », Forum alternatif mondial sur l'eau.
- **Diallo H.**, *Des plateformes locales de l'eau comme « acteurs passerelles » pour une transition agroécologique qui sécurise durablement les usages de l'eau*, session n° 1, groupe 2E, « L'agroécologie en action pour rendre les eaux productives aux agriculteurs ».
- **Diallo H.**, *Outils mobilisables pour aider la prise de décision et choisir collectivement en matière*

de gestion des ressources en eau : retour d'expérience du projet Girel, session n° 4, groupe 3A « Renforcer les connaissances pour le partage d'informations et la prise de décision ».

- **Diallo H., Gueye B.**, participation à la table ronde « Comment dépasser le découpage ressources/services qui existe dans le secteur de l'eau ? », coordonnée par le Gret et la Coalition eau, Forum alternatif mondial sur l'eau.
- **Durand E.**, participation à la table ronde « Regards croisés France-Sénégal-Bénin-Burkina Faso sur la préservation des ressources en eau à l'échelle locale », coordonnée par l'Agence de l'eau Seine-Normandie.
- **Le Jeune T.**, participation à la table ronde « La régulation des services

dans les centres semi-urbains africains », organisée par le Syndicat des eaux d'Île-de-France.

- **Sarr N.M.**, *Expérimentation d'une méthodologie de facilitation participative qui interroge le partage des ressources en eau entre les usages/les territoires : retour d'expérience du projet Girel*, session n° 2, groupe 3A « Développer les compétences pour concevoir et mettre en œuvre les plans de développement de la GIRE ».
- **Sy A., Le Jeune T.**, participation à la table ronde « Développement de l'assainissement dans les petites villes et marketing de l'assainissement », coordonnée par le pS-Eau.

National Agriculture and Forestry Research Institute (NAFRI), Laos, 28 octobre 2022.

Lecourt S., Rachmuhl V., Hamilton C., organisation et modération de la table ronde « Urbanisme transitoire : moteur ou gadget des villes durables ? » dans le cadre du Réseau des pépinières, à l'occasion de la Semaine européenne du développement durable, Nogent-sur-Marne, 22 septembre 2022.

Moreau E., participation à l'« Atelier sur les retours d'expérience d'opérateurs privés et d'ONG », 3^e conférence nationale « L'accès à une énergie durable : pilier pour les services essentiels », Syndicat des énergies renouvelables, Ademe et AFD, Paris, 10 mai 2022.

Quelin G., participation à la table ronde « Justice sociale et climatique : quel partenariat entre l'Afrique et l'Europe ? », Journées sociétés civiles africaines et européennes, Coordination Sud, Paris, 6-7 mai 2022.

Reynaud L., participation au 8^e sommet ALGOA, au 3^e sommet GAOD (Global Alliance of Organic Districts) et à la 2^e International Conference on Organic Agriculture Policy en Corée du Sud, IFOAM – Organics International et Goesan County, 18-21 juillet 2022.

Thibault D., Desbleds L., animation d'une conférence sur l'approche par les communs organisée dans le cadre de la 3^e édition des CLES pour l'international, Pays de la Loire Coopération internationale, Nantes, 30 novembre 2022.

Traoré T., présentation de l'expérience du Gret en appui à la filière farine infantile, séminaire Unicef/Cedead sur l'alimentation infantile en Afrique de l'Ouest et du centre, Dakar, 21-22 septembre 2022.

Violas D., Blanchard M., présentation du projet ASSET, journée du Labex Agro « L'agroécologie à travers le monde : quelles questions posées à la recherche ? », Agropolis fondation, Montpellier, 6 octobre 2022. ■



FORMATIONS ET INTERVENTIONS ACADÉMIQUES

Allaverdian C., Les agricultures d'Asie du Sud-Est, cours dans le cadre d'un module de Master Worldwide agricultures, Bordeaux Sciences Agro, 2 h 30.

Broutin C., Les acteurs et enjeux de développement, méthodologie de projet, enquêtes, ONG et secteur privé, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et de développement durable, IATU et chaire Unesco Formation de professionnel-le-s du développement durable, université Bordeaux Montaigne, 96 h.

Broutin C., Pautrizel L., Agroécologie en Afrique, M1 Études interdisciplinaires des dynamiques africaines, université Bordeaux Montaigne, 18 h.

Broutin C., Pautrizel L., Diagnostic et identification de projets de développement, M2 Conception et ingénierie de projet de développement, université de Bordeaux, 19 h.

Broutin C., Pautrizel L., Programmation de projets de développement, M2 Conception et ingénierie de projet de développement, université de Bordeaux, 25 h.

Carlier R., Méthodes, outils et pratiques du montage de projet, M2 Urbanisme et expertise internationale, option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 24 h.

Carlier R., Montage de projets de développement, M1 Sciences sociales, parcours Population et développement, université Paris-Cité, 30 h.

Darlu J., L'énergie dans les villes du Sud, Master ISUR, Sciences Po Rennes, 6 h.

David F., Le Corre M., Accès aux services essentiels et responsabilité sociétale, Mastère spécialisé Eau pour tous, AgroParisTech, 7 h.

David F., Assainissement et eau potable dans les pays du Sud, AgroParisTech, UMR 1402 Écologie fonctionnelle et écotoxicologie des agroécosystèmes, 3 h.

Desbleds L., L'approche par les communs dans l'aide au développement, Séminaire « Critiques du développement », M2 Études du développement, IEDES, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 3 h.

Enten F., Crises et vulnérabilité alimentaires, M1 Étude du développement, parcours Crises : intervention d'urgence et actions de développement, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 15 h.

Gennetais A., Programmes sensibles à la nutrition, module Alimentation et lutte contre la malnutrition, 5^e année Ingénieur, AgroParisTech, 4 h.

Landemaine M., L'évaluation de l'impact social et environnemental des projets de développement, M2 Développement social, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 6 h.

Landemaine M., Les technologies de l'information et de la communication dans une perspective de développement durable, M2 Management des associations, IAE de Paris Panthéon-Sorbonne, 3 h.

Le Corre M., L'hydraulique villageoise, quelques notions, M2 SGE-SAGE, cours Eau et assainissement dans les pays en développement, École nationale des ponts et chaussées, 1,5 h.

Levard L., Économie des ménages agricoles, M1 Développement agricole et politiques économiques, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9 h.

Levard L., Politiques publiques et régulations internationales, M2, option Développement agricole et rural pour le Sud, parcours Marchés, organisation, qualité, services dans les agricultures du Sud, IRC, SupAgro Montpellier, 12 h.

Levard L., Allaverdian C., Stratégies et politiques de développement agricole dans les pays en développement - Politiques et accords commerciaux concernant l'agriculture, M2 Développement agricole durable : la sécurité alimentaire pour le développement, université Paris-Saclay, 30 h.

Levard L. (coord.), Allaverdian C., Agriculture et relations internationales, M1 Développement agricole et politiques économiques, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 h.

Mansion A., Enjeux fonciers dans les pays du Sud, M2 Gestion territoriale du développement durable, université Bordeaux Montaigne, UFR Sciences des territoires et de la communication, 8 h.

Marchadour F., La gestion et la valorisation des déchets dans les villes du Sud, Master ISUR, Sciences Po Rennes, 16 h.

Rachmuhl V., Enjeux fonciers et développement local et justice spatiale, Dynamiques d'intégration urbaine des quartiers précaires et le rôle du foncier dans les villes des Suds, M2 Gestion territoriale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 8 h.

Rachmuhl V., Enjeux fonciers et développement local et justice spatiale, The role of land policies and projects in

the integration of precarious neighborhoods into cities of the global South, UE de langue disciplinaire (anglais), M2 Gestion territoriale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 8 h.

Rachmuhl V., Planification et projets urbains, M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 18 h.

Rachmuhl V., responsable de l'Atelier de planification aux Suds (encadrement des étudiants pour la réalisation d'une commande professionnelle), M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 60 h.

Rachmuhl V., Stage, mémoire et insertion professionnelle, M2 Urbanisme et expertise internationale, parcours Villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 10 h.

Rakotomalala C., La nutrition dans les programmes de développement : l'exemple du programme Nutri-dev, intervention dans le cadre du cursus Ingénieur en alimentation et santé, Institut polytechnique UniLaSalle Beauvais, 4 h.

Rakotonirina A., Transition écologique et paiements pour services environnementaux, M2 Mention Agroécologie, biodiversité et changement climatique, École supérieure des sciences agronomiques, université d'Antananarivo, Madagascar, 3 h.

Rangé C., Crises et développement dans les zones humides sahéliennes : le cas du lac Tchad, DA « Développement agricole et financement », module Système agricole, Istom, 6 h.

Rangé C., De la rigueur du chercheur à la vigilance de l'expert : retour sur une double expérience de recherche et d'expertise au Sahel, Master DynPed, séminaire « Méthodes et pratiques du développement », université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 h.

Rangé C., La place de la recherche au Gret, CMI Transition territoires participation, licence de géographie-aménagement, université Paris Nanterre, 2 h.

Rangé C., Les projets de développement comme mode d'action publique?, Master DynPed, séminaire « Gestion des espaces ruraux », université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 h.

Rangé C., Les trajectoires des politiques du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest : la difficile intégration de la mobilité, Master DynPed, séminaire « Gestion des espaces ruraux », université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 h.

Régeard N., Bioéconomie circulaire, M2 Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique, Le Mans université, 8 h.

Régeard N., Économie circulaire aux Suds?, M1 Management et ingénierie des déchets - Économie circulaire, Le Mans université, 4 h.

Thibault D., L'environnement de la solidarité internationale, Les différentes facettes de la fonction de chef de projet, Le chef de projet et le management, Istom, 12 h.

Thibault D., Les différentes facettes de la fonction de chef de projet, Le chef de projet et le management, M2 Économie sociale et solidaire, Analyse de projets et développement durable, université de Rennes 1, Faculté des sciences économiques, 12 h. ■

LISTE DES SIGLES

ACF

Action contre la faim

ACORD-GUINÉE

Association de coopération et de recherche pour le développement en Guinée

AFD

Agence française de développement

AJA Mali

Association jeunesse action Mali

ANNMC

Agence nigérienne de normalisation, de métrologie et de certification

AOG

Association des originaires de Grande Plaine (Haïti)

ASEAN

Association des Nations du Sud-Est asiatique

AVSF

Agronomes et vétérinaires sans frontières

BMZ

Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Allemagne)

CDA

Conseil de développement d'Andohatapenaka (Madagascar)

CFF

Centre français des fonds et fondations

CFI

Canal France international

CGBA

Gouvernement de la ville de Buenos Aires

CIRAD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CNUCED

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

CODATU

Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains

DGPRE

Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau du ministère de l'Eau et de l'Assainissement (Sénégal)

DNPGCCA

Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (Niger)

FFEM

Fonds français pour l'environnement mondial

GES

Gaz à effet de serre

HC3N

Haut-commissariat à l'initiative « les Nigériens Nourissent les Nigériens »

IIED

International Institute for Environment and Development

INSEE

Institut national de la statistique et des études économiques (France)

IRD

Institut de recherche pour le développement

LCCG

Lao Consulting Group

LEI

Land Equity International

MGE

Maison guinéenne de l'entrepreneur

ODD

Objectifs de développement durable

ODRINO

Organisation pour le développement rural intégré du Nord-Ouest (Haïti)

ONG

Organisation non gouvernementale

OSC

Organisation de la société civile

PCCADISM

Plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (Madagascar)

SDC

Swiss Agency for Development and Cooperation

STA

Société de transformation alimentaire (Niger)

TPME

Très petites et moyennes entreprises

UE

Union européenne

UGB

Université Gaston Berger

UNICEF

Fonds des Nations unies pour l'enfance

LES ACTIONS DU GRET
S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





GRET

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :
gret.org — gret@gret.org

LE GRET EST MEMBRE DE COORDINATION SUD,
DE LA CITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU GROUPE INITIATIVES.

